Nº 56 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI
20 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

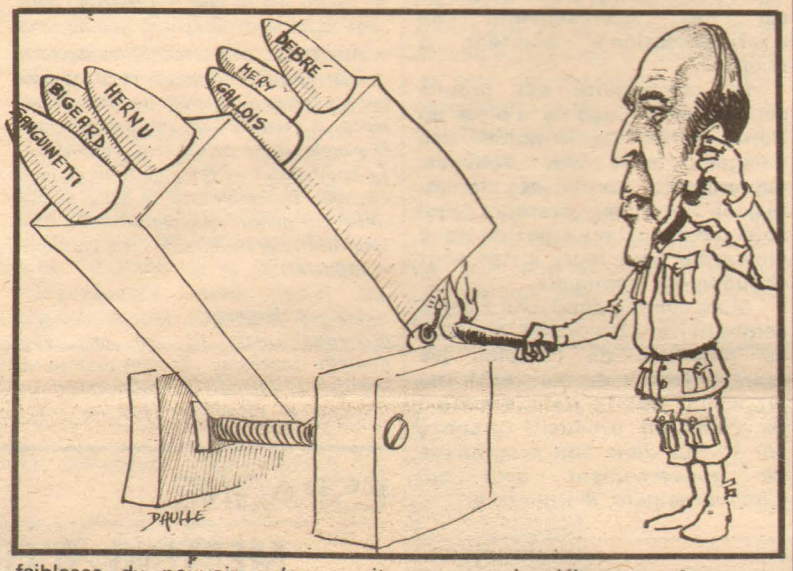
Les députés au chevet de la défense nationale

DE LA COUPE AUX LEVRES

A Washington, Giscard réaffirme son attachement à l'alliance atlantique

En affirmant hier à Washington que *« la France continuera à contribuer à l'efficacité de l'alliance atlantique dont elle fait partie »*, Giscard n'a pas manqué de mettre du baume au cœur de ses hôtes américains. Une proclamation d'allégeance politique et militaire qui, au fond ne surprendra personne tant elle s'inscrit dans la continuité stratégique de ses prédécesseurs, mais qui prend pourtant un relief particulier en cette période de crise de l'impérialisme et de montée des périls en Europe capitaliste... Oui, mais... il y a quelques jours, à l'occasion d'une réunion entre spécialistes des affaires militaires, le général Gallois, un des maitres à penser de la stratégie militaire française, faisait une sortie véhémente contre le tout récent discours de Giscard sur la défense et les options définies par le président ; au passage, il n'a pas décidé à qualifier Bigeard de « Bayard » des temps modernes qui songe à défendre le pays avec une épée à l'époque des fusées à têtes multiples...

Le premier propos est fort protocolaire et le second l'est un peu moins. Mais l'addition des deux exprime éloquemment les difficultés et les contradictions dans lesquelles se débat la politique de défense de la bourgeoisie française. Giscard n'a pas raté une occasion, aux Etats-Unis, de réaffirmer la solidarité de la France avec l'impérialisme américain. Il a même insisté sur le fait qu'il était prêt *« à l'effort et au sacrifice »* pour assurer la défense ce que naguère on appelait « le monde libre ». Langage responsable et réaliste d'un des ténors de la contre-révolution européenne. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Au delà des proclamations générales, Giscard a donné récemment le spectacle de son incapacité à définir les lignes d'une politique militaire adaptée aux impératifs de la situation. La sortie de Gallois en porte témoignage. Il y a six mois, Giscard tenait fermement pour la marche à l'armée de métier. Aujourd'hui il se retourne comme une crèpe et retrouve les accents de Debré pour célébrer la conscription ; il y a quelques mois, Chirac inaugurait les Plutons en grande pompe ; aujourd'hui, on se demande comment s'en débarasser. Tout cela est l'indice d'un désarroi et d'une



faiblesse du pouvoir qu'on aurait tort de négliger comme symptôme politique. Il y a des gens, en tout cas qui ne sont pas dupes des discours rassurants mais creux de Giscard, ce sont les milliers de cadres militaires qui aujourd'hui passent de la perplexité et du doute à l'exaspération souvent ouverte... pour le plus grand bénéfice du PS et de l'extrême-droite.

Les bidasses, eux, se foutent comme de leur première chemise de ces grands débats en forme de quadrature du cercle. Mais la crise militaire est un tremplin pour leur lutte. Ce sont eux qui, les premiers, font les frais de l'archaïsme de l'institution militaire. Ce sont eux, qui, les premiers, ont transformé sa crise larvée en crise ouverte. C'est l'affaire du mouvememt ouvrier maintenant que Giscard ne tienne jamais les promesses faites à Washington.

A.B.

Voir page 4, le début de notre série « La politique militaire de Giscard »

Procès Simeoni

LA COUR DE SURETE DE L'ETAT BEGAIE...

Simeoni n'a aucun mal à démonter une accusation inconsistante page 4

SAUVONS ENRIQUEZ, SAUVONS LES PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS

L'ancien secrétaire général adjoint du parti communiste chilien, Victor Diaz, et 12 dirigeants du PC, vivant dans la clandestinité, ont été arrêtés mardi 18 mai à Santiago. Parmi eux, on relève les noms de Jorge Munoz et Mario Zamorano, anciens secrétaires nationaux.

Les parents des dirigeants appréhendés ont déposé une demande d'habeas corpus devant la cour d'appel de Santiago.

• **Ethiopie : « des ambitions de génocide »** *Page 5*

• **Aujourd'hui, au tribunal de Rennes, la CFT « accuse » la CGT** *Page 6*

• **Facultés : gagner la bataille des examens** *Page8*

L'autonomisme en Corse

A LA CROISEE DES CHEMINS

Nul ne peut plus nier l'importance du mouvement autonomiste dans la vie politique corse. Ceux qui hier encore n'y voyait qu'une réminiscence de l'irrédentisme fasciste, ont eu vite fait de changer d'avis. Mais, les forces autonomistes, par leurs origines, par leur histoire, par leur implantation sociale représentent une force mouvante dont le manque de rigueur politique, l'évolution peuvent décontenancer. Nos envoyés spéciaux en Corse et les militants corses de la LCR ont enquêté sur place, sur la réalité et la nature de l'autonomisme corse.

Qu'est ce qui peut pousser, un petit nombre de personnes un jour à prendre conscience d'une oppression jusque là indéfinissable ? En Corse, c'est indéniablement le boum économique des années 60-70. L'arrivée des rapatriés d'Algérie, l'essor touristique et l'impression pour les Corses d'une injustice immense, devaient motiver quelques individus qui, en 1966, créent le CEDIC (Comité d'Etudes et de Defense des Intérêts de la Corse). Le programme de cet organisme est fortement entaché d'un neutralisme politique suspect. On y parle *d'ethnie corse, d'indépendance vis-à-vis des idéologies extérieures à la lutte des clans*. Néanmoins, le régionalisme corse n'en est qu'à sa prime jeunesse et l'heure est à l'union. Fin 1966, le CEDIC et l'Union corse fusionnent pour devenir le FRC. On notera que toutes les dates importantes de l'autonomisme ou du régionalisme sont en été. L'explication en est le rôle primordial joué, dans un premier temps, par les Corses du continent, « plus conscients » de l'oppression parce que la vivant plus profondément.

En 1967, c'est la rupture. Des militants fondent l'Action Régionaliste Corse (ARC) parce que disent-ils le FRC n'a pas respecté l'indépendance politique lors des législatives. Et, pour cause, le FRC penche très nettement à gauche pour ne pas dire à l'extrême-gauche.

Le 20 juillet 1973, l'ARC devient « Azzione per a Rinascita di a Corsica » (Action pour la Renaissance de la Corse) et revendique l'autonomie, elle réclame une régionalisation accompagnée d'une autonomie de gestion. On notera, d'ailleurs que l'autonomie de gestion est une revendication qui date du 30 mai 1968, ce qui indique que Mai 68 a eu une incidence non négligeable sur ce qu'aujourd'hui, il est convenu d'appeler le mouvement nationaliste corse.

A cette époque, l'ARC est présente dans à peu près toutes les élections. Présents à côté des agriculteurs à Portu dans le Fiumorbu, à Casabianda, lors de l'affaire des Boues rouges, du train Bastia-Ajaccio. Ils militèrent pour la renaissance de l'université de Corte, organisèrent les Ghjurnate di Corti en été.

En prise « avec le milieu », ils lancèrent le mot d'ordre « So corsu e ne so fieru » (je suis corse et j'en suis fier) slogan qui fait encore fureur notamment parmi les corses du continent.

Suite page 12

Max Siméoni, secrétaire général de l'ex-ARC, dans le doute ?

international

ITALIE

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT LA PLACE DU DOME A MILAN

De notre envoyée spéciale, Anna Libéra.
Milan, le 19 mai

Des dizaines d'usines occupées, un million et demi de travailleurs du textile en grève mardi pour leurs contrats, tous les travailleurs des transports urbains en grève aujourd'hui également pour leurs contrats. La trêve électorale que d'aucuns souhaiteraient n'est pas à l'ordre du jour.

Si les directions syndicales se sont empressées de clore à bas prix les négociations des contrats des deux plus fortes catégories (métallurgie et chimie) avant l'ouverture de la campagne électorale, ceux des autres catégories sont toujours en cours de négociation. Il est évident que sans l'appui des métallos, et avec l'exemple de leur contrat - qui sert en général de contrat-guide pour les autres catégories - les travailleurs du textile et des transports sont en position de faiblesse. Ils n'en montrent pas moins une forte disposition à la lutte.

Dans la région de Milan, particulièrement frappée par les fermetures d'entreprises, les travailleurs des usines occupées contre la fermeture et les licenciements, décidé à l'appel de la FLM, d'occuper la place du Dôme pendant trois jours : hier, les métallos, aujourd'hui les travailleurs du textile, de l'alimentation, de la chimie, demain ceux de la construction, des arts graphiques et les enseignants.

Dans la seule province de Milan, il y a eu 12 millions d'heures de compensation-chômage payées dans le premier trimestre de 1976. 22 usines sont occupées contre la liquidation (concernant 3500 travailleurs), et 19 usines (concernant 23 500 travailleurs) mènent une lutte sous différentes formes, contre les licenciements. Certaines usines sont occupées depuis six mois, d'autres luttent depuis deux ans.

Sur la place du Dôme, non encore envahie par les touristes à cette époque de l'année, une grande tente rouge accueille les délégations des usines en lutte. Tout autour sont accrochées des banderoles de conseils d'usines : Pirelli-Bicola, Faema, Fargas, Acfa, etc.. La plupart des délégués qui interviennent dans le forum rappellent que presque toutes les usines occupées sont contrôlées par des multinationales qui veulent fermer leur usine italienne à cause de la situation sociale et politique. Mais les travailleurs sont aussi frappés par la concentration des usines italiennes : ainsi hier la Motta et l'Alemagna (les deux « grandes » de l'alimentation) ont annoncé leur fusion. Les travailleurs et travailleuses de ces usines avaient envoyé des délégations à l'occupation de la place du Dôme car les licenciements de « rationalisation » pointent à l'horizon.

La combativité est grande sous la tente rouge de la place du Dôme (près de la moitié des délégués sont des femmes, aujourd'hui : textile et alimentation) et les orateurs qui soulignent qu'il n'y a pas de trêve électorale pour leurs luttes sont chaudement applaudis.

Mais comme débouché à cette combativité et comme solution au problème de l'emploi, les représentants de la FLM ne proposent que la transformation de l'appareil productif proposé par le PCI dans son programme de gouvernement pour un « gouvernement d'urgence ».

Démocratie Chrétienne

ON PREND LES MEMES, PLUS AGNELLI.. ET ON RECOMMENCE

Le renouveau aura fait long feu dans la démocratie chrétienne : on reconnait la main de Fanfani dans le choix des têtes de listes électorales. C'est aujourd'hui mercredi le jour de clôture de dépot des listes, et, alors que tous les autres partis les ont déposées depuis dimanche ou lundi, la direction nationale de la DC a encore passé une nuit mouvementée de mardi à mercredi pour déterminer ses candidats. Réunie depuis quatre jours, elle a vu se dérouler une bataille *au finish* entre les différents courants. Rien de changé en somme sous le ciel démocrate-chrétien.

La candidature du cadet Agnelli, Umberto, avait mis mal à l'aise le courant qui s'auto-qualifie de *progressiste* dans la DC : les forces nouvelles autour de Donat-Cattin. Umberto Agnelli avait demandé à être candidat dans le Piémont (la région de Turin). Donat Cattin qui pensait que cela ferait perdre beaucoup de voix populaires à la DC dans ce centre industriel demandait qu'il soit présenté dans la région éloignée des Abruzzes. Finalement, il sera candidat à Rome.

En fait, la présence d'Agnelli (représentant des industriels) sur les listes de la DC est le seul changement notable que l'on puisse relever. Pour le reste, tous les personnages identifiés avec le *malgoverno* et les scandales, s'y retrouvent, en particulier, Antonio Gava sera tête de liste à Naples. La *rixe*, comme disent les principaux journaux, entre les différents courants de la DC confirme que celle-ci est incapable d'initier le moindre renouvellement en son sein et qu'elle a choisi de mener sa campagne *à droite toute*. L'éditorialiste de l'*Unita* le constate avec dépit : *« pour ouvrir la voie à des solutions nouvelles dont l'Italie a un besoin vital, il est indispensable de lui infliger un ridimensionamento »* (c'est à dire la réduire à des dimensions plus raisonnables). Voilà répété l'objectif central de ces élections pour le parti communiste.

La hiérarchie catholique est, elle aussi, entrée dans la bataille, du côté de l'anti-communisme virulent. L'assemblée épiscopale réunie à Rome depuis hier, a violemment attaqué les personnalités catholiques qui ont décidé de se présenter sur les listes du PCI (les menaçant même d'excommunication).

Face à ce début de campagne contre le totalitarisme communiste, le PC s'efforce de rassurer l'électorat sur des intentions démocratiques : *« Quant à la prétendue inamovibilité des communistes*, écrit l'*Unita*, *il faut dire maintenant qu'il s'agit d'un mensonge, car les communistes sont entrés et sortis de gouvernememts en France, Finlande et en Italie même. Cela ne nous a pas fait plaisir d'en sortir en 1947, mais nous l'avons fait, et sans tenter de rompre pour autant le cadre démocratique ».*

Chronique de la répression en URSS

On apprend de source dissidente rapportée par l'AFP que Vladimir Boukovski, l'auteur de *Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition*, qui est détenu à la prison de Vladimir, la plus dure de toute, poursuit une grève de la faim pour refuser le travail obligatoire.

La société ouest-allemande pour la défense des droits de l'Homme rapporte de son côté que l'historien ukrainien Valentin Moroz, incarcéré jusqu'ici à la prison de Vladimir avait été transféré à l'institut psychiatrique de Serbski.

Le militant tatare, Djemilev, qui avait tenu en détention une grève de la faim de 10 mois et qui vient d'être condamné à nouveau a annoncé qu'il reprendrait sa grève de la faim si la condamnation était confirmée en appel. Plus de 2000 tatares de Crimée ont adressé un manifeste pour protester contre sa condamnation, à laquelle se sont joints 150 dissidents moscovites.

Le groupe récemment formé « pour la surveillance et l'application des accords d'Helsinki en URSS » a accompli son premier acte politique mardi en adressant à des ambassades étrangères un appel en faveur de Djemilev. L'appel demande l'intervention en faveur du condamné de « l'opinion publique mondiale et des gouvernements » qui ont participé à la conférence d'Helsinki. L'un des fondateurs du groupe, le physicien Orlov avait été retenu plusieurs heures par la KGB, qui a tenté de l'intimider sur « le caractère inadmissible de ses activités anti-constitutionnelles ». On a essayé de lui faire signer une déclaration où il s'engagerait à cesser toute activité politique, ce qu'il a refusé.

• Le comité de soutien à la présentation unitaire de la gauche révolutionnaire en Italie, sur les listes de « Democrazia proletaria », né à l'initiative des camarades des différentes organisations révolutionnaires italiennes, appelle tous les camarades intéressés à une assemblée, le jeudi 20 mai à 20 heures, Maison d'Italie (74 bd Jourdan, Mº Cité universitaire). Ordre du jour : information et discussion sur la situation po itique en Italie et préparation d'initiatives.

ISRAEL

FACE AUX MANIFESTATIONS LES SOLDATS ONT L'ORDRE D'OUVRIR LE FEU

Depuis deux jours, des manifestations très militantes se déroulent à Jérusalem et se heurtent à une répression encore plus féroce que les jours précédents : il y a déjà eu deux morts (des bruits courent qu'il y aurait deux morts supplémentaires) et de nombreux blessés .

Hier matin, à quatre heure, des dizaines de personnes ont été arrêtées à domicile à Jérusalem ainsi qu'à l'université de Bir Zeit. Les soldats ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu autant que cela était nécessaire. Malgré l'ampleur de cette répression les manifestations se poursuivaient mercredi après-midi.

L'Union des étudiants arabes des universités de Jérusalem avait appelé, hier, à une manifestation de solidarité à l'université.

Cette manifestation très militante a regroupé environ 200 étudiants arabes et quelques dizaines d'étudiants juifs. Des affrontements très violents ont eu lieu avec des contre-manifestants et de nombreux étudiants, la plupart arabes, ont été blessés.

Communiqué de l'Union des étudiants arabes

Arrêtez les crimes de l'occupation ! L'assassinat organisé et quotidien par les forces d'occupation et la mise en place de l'appareil de répression contre le peuple arabe palestinien s'intensifie. Le nombre des victimes s'accroit de jour en jour. Il semble que le sang palestinien ait perdu toute signification aux yeux des responsables de cette politique maudite.

Ces phénomènes ne sont pas nouveaux, mais ils ont pris une nouvelle dimension. Ils sont destinés à impulser et défendre le renforcement du fascisme et s'expriment par les colonisations, les spoliations de terres et la répression de la lutte contre l'occupation. La politique criminelle dont nous sommes témoins est planifiée depuis longtemps par les tenants du système de la « main-forte » qui se vantent avec insolence des performances de leurs chenillettes contre la population arabe.

A bas la répression et les crimes contre le peuple palestinien !

A bas la politique d'occupation !

La reconnaissance du droit à l'autodéfense du peuple palestinien est la seule garantie pour une paix véritable.

18 mai 1976

Union des étudiants arabes de Jérusalem

ESPAGNE

MEETING D'ERNEST MANDEL A MADRID

Invité par certains professeurs de la faculté d'économie de Madrid, Ernest Mandel, membre du secrétariat unifié de la IVe Internationale a tenu, les 5 et 6 mai deux réunions publiques devant les étudiants et les travailleurs madrilènes. La première conférence s'est tenue à la faculté d'économie de Somasaguas et portait sur *« la crise économique internationale »*. Plus de 2000 personnes ont assisté à cette conférence et au court débat qui s'ensuivit. Mais la seconde réunion fut sans conteste la plus importante. D'abord par son sujet, *« pouvoir politique et classes sociales »*. Ensuite, parce qu'entre 4 et 5000 personnes y assistèrent. L'administration tenta de bloquer cette manifestation en coupant l'électricité alimentant les micros. Au cours de la discussion qui suivit, des militants des commissions ouvrières du téléphone (en lutte) et de la construction (récemment en grève et dont plusieurs militants sont toujours détenus) intervinrent et furent chaleureusement applaudis. L'un des membres de la CO du téléphone, qui prenait la parole comme délégué élu par son centre, fit une longue intervention sur le rôle des conseils ouvriers et de la démocratie ouvrière d'assemblée dans les luttes de masse au cœur de l'Etat espagnol. Le débat porta également sur la démocratie au sein des Etats ouvriers et la position défendue par la IVe Internationale sur la question de la dictature de prolétariat. Des militants du PCE intervinrent eux-aussi. Après ces deux succès il n'est pas étonnant dès lors que la troisième réunion publique, qui devait se tenir à l'Athénéo fut interdite.

Correspondant.

• Le comité de soutien aux prisonniers politiques espagnols organise à Metz un débat avec film (*Mourir à Madrid*) au foyer des jeunes travailleurs, 2 rue Georges Ducrocq, le vendredi 21 mai à 20 H 30.

VIENT DE PARAITRE

inprecor correspondance de presse internationale

Nº51 13 mai 1976

ITALIE
Les élections anticipées
Livio Maitan

ARGENTINE
La répression s'accentue

PORTUGAL
La capacité de riposte
A. Udry - Ch. Michaloux

ESPAGNE
Arias Navarro: une voix d'outre tombe

JAPON
A bas le gouvernement Miki

GRANDE-BRETAGNE
Après le départ de Wilson
interview d'Alain Jones

INDE
Le budjet de l'année 1976
M. Naveed

VENEZUELA
Politique et Pétrole
Gonzalo Gomez

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique-
Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS : 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; Scan 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.
Pour tout réglement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant nº210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

international

LIBAN

VERS UNE SAINTE ALLIANCE DES REGIMES ARABES ?

Après vingt-quatre heures de calme relatif, le bombardement des quartiers résidentiels de Beyrouth par l'artillerie lourde a repris mardi soir en fin de soirée, faisant des centaines de victimes. Ainsi le bilan tragique d'une semaine de bombardements aveugles, le plus souvent perpétrés par la droite chrétienne, se chiffre aujourd'hui à quelques 750 tués et 1500 blessés.

Mais l'offensive de la droite chrétienne n'a en fait abouti qu'à réactiver les affrontements, ce qui s'est traduit notamment par un renforcement des positions progressistes à Beyrouth et dans la montagne chrétienne. Sur le plan politique, l'offensive des forces de la droite chrétienne, qui voulait forcer le président Frangié à démissionner rapidement pour laisser la place au nouvel élu, Elias Sarkis, s'est en fait elle aussi soldée par un échec. On apprenait en effet mardi soir que le président sortant avait décidé - en accord avec le président élu et les autres leaders maronites (chrétiens) - d'ajourner sa démission tant que le calme ne serait pas revenu au Liban.

Par ailleurs, les partis progressistes libanais ont invité mardi soir toutes les parties impliquées dans la guerre civile libanaise à participer à une table ronde afin de parvenir à un accord global destiné à régler la crise. Dans leur communiqué les partis progressistes soulignaient également *« la nécessité de préciser la position de la gauche libanaise »* avant la réunion quadripartite qui devait se tenir mercredi entre la Syrie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite et le Koweit, mais qui a été finalement reportée à une date ultérieure.

Ainsi donc la Syrie et l'Egypte qui, depuis les accords du Sinaï, se critiquaient mutuellement sans restriction, vont se concerter sous l'égide des régimes réactionnaires du Koweit et de l'Arabie Saoudite. Ce rapprochement entre dans le cadre d'une sainte alliance des régimes arabes pour stopper la mobilisation des masses et stabiliser la situation au Liban dans un sens favorable à la droite et à l'impérialisme, avec lequel les régimes arabes entendent négocier une solution globale.

Une seule fausse note dans ce concert de voix en faveur de la droite. Le premier ministre lybien, le commandant Abdel Salam Jalloud, après avoir passé vingt-quatre heures à Beyrouth, a exprimé mardi *« le soutien sans réserve de son pays au mouvement patriotique libanais, à l'armée du Liban-arabe (militaires ralliés aux forces de gauche) et à la résistance palestinienne »*.

Mais les regards se portent surtout en ce moment du côté de la Cis-Jordanie où les masses palestiniennes vivant en territoire occupé sont entrées en lutte ouverte contre l'occupant sioniste en se réclamant de l'Organisation de Libération de la Palestine. Un tel développement de la mobilisation ne peut que participer au renforcement du poids politique de la résistance palestinienne au Liban - où elle intervient au côté des forces de gauche - et accroître sa marge de manœuvre. Ce qui pourrait la conduire à jouer un certain rôle dans le cadre de futures négociations entre la Syrie et les partis de gauche au Liban.

3ème ANNIVERSAIRE DE LA LUTTE ARMEE DU PEUPLE SAHARAOUI

Lundi soir, Paris a célébré le 3ème anniversaire du déclenchement de la lutte armée du peuple sahraoui pour son indépendance, par l'organisation d'un meeting, à l'appel de l'*Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique* **et soutenu par une majorité des organisations de l'extrême-gauche française. Il a réuni près de 2 000 personnes.**

Le représentant du Front Polisario à Paris a déclaré que *« l'odeur de phosphate a été plus forte que les résolutions internationales de l'ONU et de l'OUA »* **et a dénoncé vigoureusement l'agression criminelle des gouvernements marocain et maritanien. Il a lancé un appel à la solidarité pour dénoncer la politique annexioniste d'Hassan II,** *« solidarité des peuples qui garantira la victoire de la guerre de libération »*.

Robert Davezies, au nom de l'Association, a conclu le meeting : *« il appartient de cénoncer la politique française comme au temps des guerres du Vietnam et d'Algérie, avec la plus grande énergie »*. **Il a appelé à créer partout des Comités de soutien** *« pour que le peuple français apporte un appui à la hauteur de l'aide que le gouvernement français apporte aux marocains et mauritaniens »*.

ETHIOPIE

Le régime militaire veut-il envahir l'Erythrée ?

« DES AMBITIONS DE GENOCIDE »

Bien qu'il ait publié en avril un programme « de la révolution nationale démocratique » le régime militaire éthiopien (DEURG) se montre incapable de donner des réponses à la profonde crise économique et sociale que traverse ce pays. En témoigne par exemple, la situation désespérée dans laquelle se trouvent plusieurs millions de personnes face à la famine et la sécheresse dans les provinces de Bâle, Ogaden, Sidamo et Tigré. Aussi le verbalisme de ces militaires qui déclarent vouloir lutter *« pour l'élimination totale du féodalisme, de la bureaucratie capitaliste et de l'impérialisme »* ne doit pas faire illusion.

En vérité, ils tentent une toute autre opération : créer les conditions d'un développement capitaliste autonome. Difficile ambition. Car portés au pouvoir par le formidable mouvement social qui renversa l'empereur Hailé Sélassié en février 1974, ils sont obligés, tout en l'usurpant, d'en tenir compte. La farce de leur réforme agraire est là pour en témoigner. Reste leur phraséologie socialisante. Mystification d'autant plus forte qu'ils bénéficient du soutien ouvert ou tacite des Etats-Unis, de l'OUA, des pays européens, de l'Union soviétique et de la Chine !

Face aux revendications populaires le DEURG réprime, interdit toute force d'opposition (dont le CELU, syndicat ethiopien). Aujourd'hui, les mots étant usés, il ne reste que son orientation totalement pro-impérialiste (1) particulièrement flagrante en ce qui concerne la question des nationalités et notamment de l'Erythrée. Quelle meilleure illustration de ce double jeu que la comparaison de son programme qui prétend assurer *« l'auto-détermination aux diverses nationalités du pays en accord avec le respect de l'esprit socialiste »* et les informations selon lesquelles le DEURG s'apprêterait à lancer une grande offensive contre les zones de l'Erythrée contrôlées par les Fronts (2).

Selon le « New-York Times » les dirigeants Ethiopiens auraient commandé des centaines de camions et réquisitionné des avions de ligne pour le transport des soldats. Un représentant du FLE-FPL nous signalant pour sa part l'arrivée de renforts considérables dans les villes d'Erythrée et chiffrant le nombre de soldats à 40 000. Cette crainte est également exprimée dans un communiqué du FLE (bureau du Caire) qui déclare que dans la perspective de cette invasion (appellée « marche rouge ») la 5º division ethiopienne de 15 000 hommes est massée aux frontières de l'Erythrée pendant que les étrangers et les missionnaires de cette zone sont regroupés à Asmara en prévision des opérations. Le FLE fait également état de l'arrivée à Addis-Abéba de 8 chasseurs bombardiers de fabrication américaine, de 150 tonnes d'armes de petit calibre d'origine israélienne, de 12 millions de cartouches (fournies par une firme suisse) et de 2 avions cargos chargés de munitions de fabrication yougoslave.

Que faut-il penser de ces faits ? Nous l'avions demandé au PRPE (parti révolutionnaire du Peuple ethiopien, principale force du régime) au début du mois d'avril (3)

« Jusqu'en mars, l'idée de cette « marche » était tenue secrète. Le DEURG a fait des appels dans les districts des provinces du Nord Godjam, Tigré, Begemder) Egalement à Addis Abéba où lors d'une grande réunion, ils ont projeté un film truqué montrant des soldats ethiopiens en train de combattre des Arabes en Erythrée. Le film insistait sur les couleurs de peau différente. Ils ont dit : « nous sommes engagés contre une grande invasion de la part des Arabes. Nous sommes menacés ». Et ils ont proclamé une grande mobilisation contre les palestiniens, les somaliens, les egyptiens, les syriens, etc... Un appel similaire a été lancé par le gouverneur de la province du sud-ouest de l'Erythrée, Beguindér, lors d'un meeting : « il est temps de marcher sur l'Erythrée ». Alors des gens ont demandé comment on va se battre contre eux si nous n'avons pas d'armes ? Il existe en effet une grande volonté du peuple de se procurer des armes. Le DEURG a dit alors si ceux qui ont des armes les font enregistrer on leur donnera des munitions. Mais tout le monde savait que c'était une manière de contrôler les armes cachées. Alors le gouverneur a répondu, il faut se battre pour l'indépendance même avec des bâtons ».

Combattantes du FLE (Norma)

Qu'est ce qui peut justifier une telle entreprise ? En premier lieu cette croisade « contre les musulmans » apparaît comme une fuite en avant d'un régime dépassé par la crise. Il peut trouver là, momentanément, un moyen pour désarmorcer des risques d'explosion sociale en déplaçant de vaste populations (400 000 déshérités seraient mobilisés). Le DEURG espère aussi en découdre définitivement avec ceux qu'ils nomment « les bandits » et qui lui ont infligé de lourdes pertes comme lors de la bataille d'Asmara où 10 000 soldats ethiopiens auraient été tués. Calcul qui tient compte aussi des difficultés internes des fronts, qui les empêche de mener des actions d'envergure. Une ambition de génocide qui, on le voit n'est pas à sous-estimer. Prêts à toute éventualité les Fronts n'en demandent pas moins notre soutien.

Franck Tenaille

NOTES

1. Les 2/3 de l'aide US à l'Afrique vont à l'Ethiopie
2. Il existe deux Front de Libération de l'Erythrée : le FLE — forces libération populaires et le FLE — commandement révolutionnaire qui ont entamé un difficile processus d'unification.
3. L'intégralité de l'interview sera publié dans « Afrique en lutte » de mai 1976.

aux quatre coins du monde

PRIMAIRES USA : UN TOUR POUR RIEN.

Le président Ford, en remportant mardi sans difficulté les primaires républicaines du Michigan et du Maryland, s'est assuré d'un moment de répit qui pourrait lui permettre de souffler avant les prochaines primaires. Celles ci se dérouleront mardi prochain dans l'ouest et le sud-ouest des Etats-Unis où les électeurs républicains, très conservateurs, sont particulièrement réceptifs aux thèmes développés par Ronald Reagan.

Du côté démocrate, Jimmy Carter a éssuyé une nouvelle défaite dans le Maryland où un nouveau venu dans la course à l'investiture, le gouverneur de Californie Edmund Brown, l'a emporté avec 47% des voix contre 43% à Carter. Celui-ci a par contre remporté les élections primaires du Michigan - mais d'une courte tête seulement- contre le candidat «libéral» Morris Udall. Si l'ampleur du succès de Edmund Brown risque de redonner vigueur au mouvement «stop Carter», lancé par le sénateur Franck Church (vainqueur la semaine dernière dans le Nebraska) il semble cependant qu'il survienne trop tard pour empêcher Jimmy Carter, qui bénéficie maintenant de nombreux soutiens dans l'appareil du parti démocrate et dans la bureaucratie syndicale, de recevoir l'investiture de son parti.

RFA : LE SYNDICAT DES CHEMINOTS SOLIDAIRE D'UN COMMUNISTE MENACE DE LICENCIEMENT

L'important syndicat des cheminots ouest-allemand vient de protester contre la menace de licenciement d'un conducteur de locomotive en raison de son appartenance au parti communiste. La loi sur les interdictions professionnelles frappe donc à nouveau. Mais cette fois ci, c'est un puissant syndicat qui proteste. « Il n'est plus possible de tolérer plus longtemps que lesdroits fondamentaux de chaque citoyen, acquis si chèrement et après une longue tragédie soent purement et simplement supprimés pour une partie de la population », a déclaré son secrétaire général.

● A l'occasion du 3ème anniversaire du début de l'insurrection armée au Sahara occidental, les *Amis du Peuple Sahraoui* de Montpellier organisent un meeting-débat, avec la projection du film *Indépendance ou génocide* le vendredi 21 mai à 20 H 30, à la Salle de la Cité universitaire du Triolet.

GISCARD AUX USA REACTUALISE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Aux USA, Giscard met les bouchées doubles : de toast en déjeuner, de réceptions en interview, il réclame, pour la France, sa part pleine et entière à l'Alliance atlantique. Le président libéral français vient chercher aide et consécration, demandant à être un « allié » et non pas un « sujet », nouant, au mieux, sur tous les terrains, la Sainte Alliance contre-révolutionnaire capable de s'opposer à la montée ouvrière en Europe.

Rivalisant avec Helmut Schmidt sur ce terrain-là comme sur d'autres, Giscard entend se situer en interlocuteur européen privilégié vis-à-vis du plus puissant impérialisme du monde. Cherchant à casser toutes les images de marque laissées dans les milieux gouvernementaux et d'affaire américains par la politique gaulliste, Giscard *« travaille l'opinion américaine au corps »* : tout en continuant à prôner la « détente », avec l'URSS, il cherche à « vendre » la France comme puissance économique, comme régime politique « libéral avancé », comme alliée militaire, comme tête de pont de la résistance contre la venue des PC aux gouvernements d'Europe.

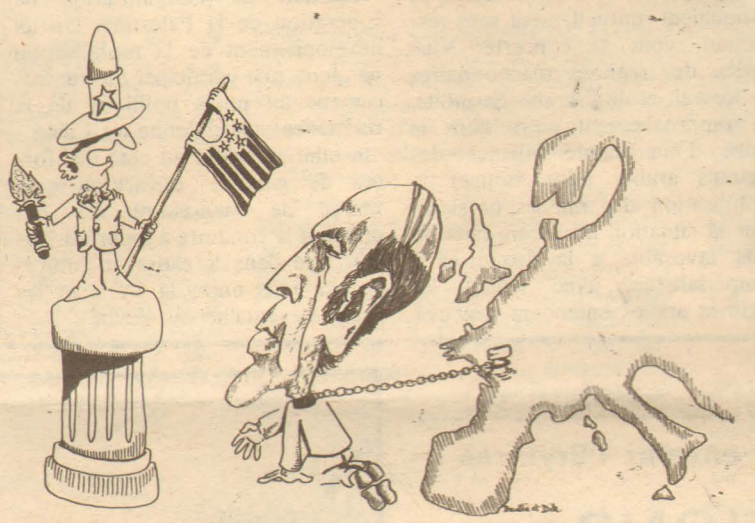
« Jamais les relations entre la France et les Etats-Unis n'ont été meilleures » affirmait Kissinger à Paris, après son petit-déjeuner à l'Elysée.

Est-ce à dire que la politique de De Gaulle était une prise de distance réelle vis-à-vis des USA ? Non, pas le moins du monde. En vérité la « rupture » avec l'OTAN, il y a dix ans n'a jamais été une rupture véritable : l'Alliance atlantique n'a pas été abandonnée, les troupes françaises ont été maintenues en Allemagne, à chaque grand conflit (les fusées à Cuba, l'affaire de l'U-2...) De Gaulle avait apporté son appui aux USA. La domination militaire américaine sur l'Europe n'a jamais cessé : depuis le 15 septembre 1950 et la guerre froide, il n'existe qu'une *seule* organisation militaire intégrée placée sous le commandement unique d'un général américain résidant en Europe (le récemment célèbre général Haig). La France s'est retirée formellement de ce commandement militaire intégré : c'est tout.

A deux mois des élections italiennes, ou le PCI a des chances d'accéder au gouvernement, le ton des différents candidats aux élections américaines n'est pas homogène, loin s'en faut. Entre Haig qui prétendait que les communistes au pouvoir en Europe, « c'était la mort » et Jimmy Carter qui semblait encore dire, il y a quelques jours qu'il « ne fallait pas fermer la porte au PC italien », il y a beaucoup de marge. Ce débat est alimenté par l'exemple portugais : comme après la libération, en France, tout semble indiquer que le PCP a été au pouvoir le temps nécessaire pour « reconstruire » et faire face à la poussée des masses et puis il a été possible de l'en écarter. Finalement en acceptant l'alternance, et le suffrage universel, en passant alliance avec la social-démocratie, en se démarquant de l'URSS, les PC ne créent-ils pas les meilleures conditions pour rassurer l'impérialisme et permette le statu quo... ?

Non disent les plus inquiets des bourgeois : derrière les PC, quelle que soient les garanties que donnent leurs directions, il y a la poussée ouvrière qui menace. Et même si l'URSS donne des garanties, l'équilibre européen actuel peut être profondément bouleversé.

Aussi faut-il des garanties militaires. Tous les PC ont signé des accords impliquant le respect de l'OTAN, et de l'Alliance atlantique. Le PCI fait des offres privilégiées en direction des USA eux-mêmes. Santiago Carillo ne remet pas en cause les bases américaines en Espagne pas plus qu'Alvaro Cunhal ne les avait remises en cause aux Açores.



Un Yalta est donc possible en Europe ? Giscard, en commis voyageur lucide, prend un langage « rétro » pour « défendre le monde libre » : il s'agit dans tous les cas d'élever la qualité de la solidarité inter-impérialiste et de constituer un front plus solide face à l'épreuve inéluctable qui se prépare. Si des « compromis historiques » sont inéluctables, différentes politiques souples, combinant les inégalités nationales, misant sur l'usure du mouvement de masses dans tel pays, sur la collaboration de classes ou la repression dans tel ou tel autre, sont actuellement discutées par Schmidt, Giscard, Ford, Kissinger, Reagan, Carter pour empêcher la défaite de leur classe.

En France, un récent sondage du *Point* (IFOP-Gallup) révèle que 47 % des français estiment que l'alliance militaire France-USA n'existe plus. Voilà les résultats des fumées gaullistes et de la caution que le mouvement ouvrier traditionnel leur a donné. La visite de Giscard aux USA réactualise la nécessité d'éveiller la vigilance de la classe ouvrière vis-à-vis de cette chaîne internationale de la contre révolution armée. Alors que Mitterrand et Marchais préconisent de demeurer alliés à l'impérialisme US ou de renoncer à rompre avec lui, la classe ouvrière de France et d'Europe doit se faire entendre : « A bas l'OTAN » et « A bas l'alliance atlantique ».

G. Filoche

LA POLITIQUE MILITAIRE DE GISCARD

Aujourd'hui s'ouvre à l'Assemblée nationale un débat « de fond » sur la politique de défense. Le gouvernement présente la 4 éme loi programme réclamée à corps et à cris par Debré, Fanton et Le Theule à l'automne dernier. Ils avaient menacé de s'abstenir sur le vote du budget général si une telle loi n'était pas présentée Cette réunion n'a de toute façon pas d'autre fonction que de ratifier les décisons prises ailleurs.

1/ VOL AU DESSUS D'UN NID DE CONTRADICTIONS

Rien ne va plus. Alors que Giscard a mis 2 ans pour réfléchir à une « nouvelle politique de défense », il accouche d'une loi confuse, contradictoire et incertaine. Le débat qui commence à l'Assemblée s'annonce chaud. Les gaullistes, eux-mêmes divisés, crient à qui veut l'entendre que Giscard brade sans le dire « l'indépendance nationale et sa force nucléaire », *Le Monde* parle de « dogme », Jobert de négligence, Sanguinetti dénonce les mythes du 19e siècle. Jusqu'au rapporteur de la commission de défense, républicain indépendant pourtant, qui trouve la loi « floue ». Dans la haute hiérarchie militaire le discours de Giscard fut souvent très mal accueilli et il est fréquent d'entendre ces messieurs reprendre le mot du général Gallois : « A force de vouloir innover, on tombe facilement dans l'anachronisme ».

C'est que, sur cette question comme sur bien d'autres, Giscard est incapable de résoudre la crise. Il doit se contenter de la gérer, en parant au plus pressé. Ce qui n'est pas facile. En matière militaire, un président de la république, chef d'un exécutif renforcé, doit non seulement préparer l'armée à ses tâches contre-révolutionnaires internes, lui donner la crédibilité nécessaire à la politique étrangère d'une « puissance moyenne », mais il doit également garantir son unité, emporter la conviction politique du personnel militaire . Là est tout le problème. De Gaulle profitant du recul du mouvement ouvrier dans une période d'extension économique, et par un jeu bonapartiste entre les différentes fractions militaires et entre les classes fondamentales de la société, a réussi, tant bien que mal, à assumer ses fonctions jusqu'en 68. Pompidou sentit le vent froid de la contestation se lever, Giscard a affaire, toutes proportions gardées, à une tempête. Alors que sa majorité se lézarde, que la base sociale de son régime s'effrite, tout naturellement, mais avec un certain retard, sa base militaire est un véritable nid de contradictions. Ça grouille et ça gueule dans les quartiers.

Du côté des appelés, le régime commence avec *l'Appel des cent* et sera jalonné de manifestations jusqu'au 1er mai. Les rotomontades de Chirac n'ont pas réussi à casser le mouvement. Plus qu'un malaise, c'est la contestation de la discipline et de l'idéologie militaire qui s'exprime. Les appelés en lutte se tournent vers le mouvement ouvrier.

Du côté des cadres, la situation empire. Depui 70, le nombre d'engagement baisse dangereusement. Le léger mieux de ces derniers temps est surtout la conséquence du chômage. On assiste a une véritable crise des motivations militaires. Au temps de De Gaulle, 60 % des engagés déclaraient le faire par goût des armes et du service, par patriotisme (chiffre de 1961). Aujourd'hui, ils ne sont plus que 15 %. La plupart viennent à la carrière militaire car ils croient y trouver un métier stable (47 %) ou contraints par leur famille (10 %) ou tout simplement pour devenir indépendants (9 %). Mais les illusions ne durent pas longtemps. 85 % des hommes du rang de l'armée de terre engagés pour 18 à 36 mois ne rempilent pas, 25 % des aviateurs, 85 % des matelots engagés pour 3 ans font de même (chiffre de 1975). Pire, ce que les militaires appellent la « tentation syndicale » est de plus en plus présente chez les sous-officiers et les officiers subalternes. N'a-t-on pas récemment réprimé quelques révoltes de sous-officiers dans certaines casernes de l'Est de la France.

Mais tout cela ne serait pas encore trop grave si Giscard pouvait compter sur un encadrement supérieur, solide et uni. Or de ce côté aussi, ça branle dans le manche. Plus grand monde ne croit en Giscard, surtout dans la jeune génération. Pour être accepté par ces messieurs, le « chef de l'armée » doit en effet leur présenter une justification claire du métier militaire, il doit fournir une *doctrine*.

La doctrine militaire affirmée dans la loi-programme est pour le moins confuse. On y affirme la fidélité au dogme gaulliste et, dans la pratique, les crédits proposés ne permettent pas de l'appliquer. Personne n'est donc satisfait. Les jeunes statèges séduits par les nouveaux systèmes d'armes élaborés depuis quelques années par les américains réclament une réduction des effectifs et des crédits d'équipement. Sur le plan de la doctrine, ils oscillent entre les élaborations novatrices d'un Commandant Brossolet (*essai sur la non-bataille*) et les chimères gaullistes d'un Gallois (*Adieu aux armées*) qui poussent à l'extrême illusion de l'autonomie française.

A l'inverse dans l'armée de terre, notamment dans les unités blindées, l'inertie conservatrice joue à plein. Il faut conserver les effectifs, les missiles Pluton et maintenir un corps de bataille imposant. A l'extrême-droite, une minorité significative de cadres s'organisent, réflechissent et mènent une campagne tambour battant contre l'école, la famille et la religion « noyautées par les marxistes » qui pervertissent le contingent. Deux cénacles organisent cette racaille. Le premier, l'*Association Défense nouvelle* a reçu le soutien officiel du ministère, le second, l'*Association Nation armée* (sic) vient d'organiser les 1er et 2 mai un colloque sur *Défense et société* avec la participation de personnalités militaires et fascistes dont Dominique Venner.

Bref, à vouloir résorber tous les mécontentements, Giscard, avec son état-major particulier, ne satisfait personne. Il flotte comme une bulle de savon. Et même s'il se dirige avec une claire conscience des enjeux, s'il prépare quand même la guerre civile, *il est aujourd'hui incapable d'exprimer une doctrine militaire cohérente*. C'est dans ce contexte de fronde que s'ouvre le débat de jeudi. Certe, les principales décisions sont prises ailleurs, mais le capharnaüm de cette Assemblée risque fort d'accroître la crise de confiance qui existe déjà dans une partie de la bourgeoisie.

J.Y. Potel *(à suivre)*

MONTPELLIER

PROCES ET PROCEDURE CHICANIERE

Quatre militants de la LCR passaient en procès mercredi 12. Ils étaient accusés d'avoir peint des slogans anti-franquistes sur les murs de la ville en juin 75 au moment où la campagne de masse se développait pour libérer Eva Forest, Guarmendia etc... (voir Rouge du 12 mai)

Deux d'entre eux avaient déjà été condamnés à 500 F d'amende et à 8 jours avec sursis pour avoir « dégradé d'un slogan » la très respectable banque de France (qui n'est d'ailleurs juridiquement pas un « établissement public »).

Et voilà que le procureur prétendait leur faire endosser tous les bombages de la ville, alors qu'il n'avait même pas estimé possible de poursuivre les deux autres camarades pour complicité lors du 1er procès. Il avait reçu le renfort du maire de Montpellier, le très réactionnaire Delmas, membre du secrétariat national des R.I. qui défigure la ville à coup de béton, et de milliards et qui réclamait 2 000 frs de dommages et intérêts pour ces bombages. Son avocat, qui était celui d'un autre plaignant pharmacien, avait plaidé uniquement sur la « sacro-sainte propriété ». Tout ce beau monde a été purement et simplement débouté et nos camarades relaxés.
Echec au pouvoir qui voulait faire condamner des militants sur le seul fait qu'ils avaient été interpellés un soir où des bombages avaient fleuri.
Le jugement rendu aujourd'hui 19, doit faire jurisprudence en ce domaine.

Par contre, l'un de nos camarades était accusé de « recel » de quelques morceaux de câble de 50 cm portant la griffe des PTT. Alors que les PTT n'avaient pas porté plainte pour vol, alors qu'ils avaient reconnu qu'il était possible que des chutes soient abandonnées sur des chantiers et que l'avocat avait produit un morceau similaire acheté dans le commerce... notre camarade a été condamné à 1 mois avec sursis et à 1 000frs d'amende. Visiblement, le tribunal a voulu frapper un militant sur ce qui apparaissait comme le moins politique dans l'affaire qu'il avait à juger.

Correspondant

politique

3e journée du procès d'Edmond Simeoni

UNE ACCUSATION MAL FICELEE

● *Inculpé pour un discours de Corte qu'il n'a pas prononcé*

Que reste-t'il dans le dossier de l'accusation à l'issue de cette troisième journée d'audience ? Qu'est-ce qui peut bien encore justifier la saisie de la Cour de sûreté de l'Etat ? Que reste-t-il même des inculpations criminelles ? Ces questions se posent en effet lorsqu'on entend, mardi, l'accusation reconnaître que la mort des deux gendarmes pourrait bien être attribuée à des tireurs — des provocateurs ? comme le suggère le *Canard Enchainé* dans son dernier numéro — embusqués dans les vignes, et indépendants des occupants de la ferme Delpeille. Ou encore, lorsqu'on voit mercredi, Simeoni démontrer, preuves à l'appui, que les paroles qui lui sont attribuées dans le réquisitoire de l'accusation pour valider son inculpation d'atteinte à l'autorité de l'Etat n'ont jamais été prononcées par lui. L'accusation doit d'ailleurs bien sentir la médiocrité de ses allégations pour, à chacune de ses interventions, se lancer dans un long plaidoyer en défense de la Cour de sûreté de l'Etat et de l'intégrité professionnelle de ses membres.

Ce petit scénario a été rejoué à l'audience d'hier après-midi qui débuta par une déclaration liminaire d'Edmond Simeoni. Durant une heure ce dernier exposa, avec chaleur et conviction, ce qu'il nomme « les erreurs tragiques » de l'Etat français dans sa politique vis-à-vis de l'île. Il dit les facilités de crédit données aux rapatriés d'Algérie alors qu'elles avaient toujours été refusées aux Corses, les investissements qui ne profitent qu'à une infime minorité alors qu'ils coûtent à la grande majorité, la monoculture préjudiciable aux intérêts du pays, les fraudes multiples couvertes aux bénéfices des clans, l'expropriation économique des agriculteurs corses, la « baléarisation » touristique, le mépris pour les revendications culturelles enfin. *« Promoteurs, spéculateurs et banquiers se sont rués sur le pays en friche »* devait poursuivre Edmond Simeoni avant de retracer le combat de ceux dont ni les démarches, ni les conférences de presse, ni les meetings, ni les tracts ne furent entendus. Il décrivit la montée du ressentiment corse qui devait culminer au congrès de Corte auquel assistèrent 8 000 personnes, chiffre considérable quelques jours avant les événements d'Aléria. Tout au long de ce réquisitoire de la politique corse du gouvernement, Edmond Simeoni devait insister sur le fait que son mouvement ne s'était jamais défini comme un mouvement séparatiste, mais comme un mouvement autonomiste reconnaissant le cadre général de la République française. De même, il devait stigmatiser ceux qui définissaient l'Action pour la renaissance de la Corse (ARC) comme raciste ou comme lié à une puissance étrangère.

C'est à propos du congrès de Corte qu'un vif incident opposa l'avocat général à Siméoni. Pour ce premier ce congrès était le point de départ de la subversion. Pour preuve, l'accusation versait aux débats des extraits de discours prononcés ce jour là par Simeoni. Ce dernier répliqua vivement en mettant à la disposition de la cour les bandes magnétiques contenant l'intégralité de ses discours du congrès, assez différents de ce qu'en disait l'accusation. Même plus, il révélait que ces discours, bien que proposés au juge d'instruction durant l'enquête, avaient été écartés car « manquant d'intérêt ». Du coup, un point sérieux de l'accusation, celui qui justifiait la poursuite devant la Cour de sûreté de l'Etat, s'écroulait.

L'avocat général qui avait bâti toutes ses réquisitions, non pas sur ce qu'avait dit l'ARC, mais sur ce que Poniatowski en dit, en est resté avec une thèse dont le manque de consistance n'a d'égal que la faveur dont elle jouit au ministère de l'Intérieur.

G. Marion

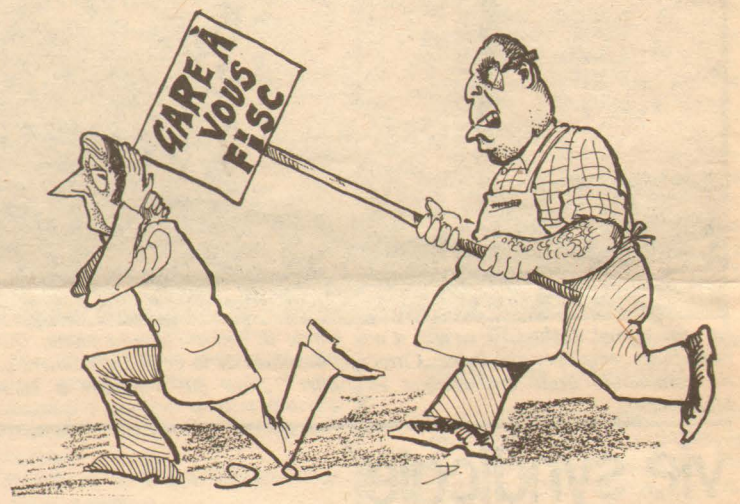
Face à la campagne de presse du gouvernement

LES AGENTS DU FISC EN ONT ASSEZ

L'administration fiscale est au cœur des contradictions sociales. Chargées de pressurer au mieux les salariés, d'asseoir et recouvrer l'impôt indirect particulièrement injuste (la TVA), elle a aussi pour mission d'aider à la suraccumulation du capital. Bref, au service du grand capital, un de ses rôles essentiels consiste à éliminer ou « mettre au pas » les petites entreprises. C'est dans ce cadre là qu'il faut situer l'intensification des contrôles des services de Fourcade. Ce que le verbiage giscardien appelle la « justice fiscale » recouvre le danger électoral de mécontenter fortement les secteurs traditionnels de la boutique.

Un commerçant se suicide

Jeudi 13 mai, Gilbert Voisin, jeune commerçant en fruits et légumes du 20e arrondissement de Paris se suicide, alors qu'il devait faire l'objet d'un contrôle fiscal. Le lien de causalité entre les deux faits n'est pas établi, mais ce qui est sûr, c'est que de nombreux commerçants ressentent de manière exacerbée le poids que fait jouer sur eux la concentration capitaliste. Toujours est-il que le premier reflexe du CID-UNATI, toujours prompt à la pseudo défense de ses adhérents, a été de molester sérieusement l'inspecteur chargé de la vérification, après une « visite » dans les locaux administratifs du 20e arrondissement, le vendredi 14 mai à 10h.



Une campagne d'intimidation

Cet incident intervient sur un fond général de campagne de presse et d'intox cautionnée par le gouvernement et principalement par les services de Chirac. Il s'agit pour eux d'accréditer l'idée selon laquelle les agents du fisc sont au service d'*« une idéologie de gauche »* les amenant à prendre des initaitives « anti-commerçants », et à *« ne pas toujours appliquer les lois comme le leur demande le gouvernemetn »*... (Minute du 7.4.76). C'est le sens très net des paroles prononcées devant les journalistes par Chirac, le 9 mai à Tulle, et qui, comme par hasard, ont été lourdement relayées par un titre du journal du Dimanche *« les hommes les plus détestés de France : les contrôleurs du fisc... ils ont des pouvoirs exorbitants, sont aujourd'hui souvent politisés...»* Nous y voilà !

Il n'en reste pas moins que ce type d'article à la commande crée une sorte de psychose, au moment où les ordres de Giscard Fourcade sont à l'intensification du contrôle fiscal et où il s'agit de recomposer autour de soi la base sociale traditionnelle.

Fidèle à la politique d'« union du peuple de France », l'*Humanité* du 15 mai reprend une partie de ces aneries et soutient de manière opportuniste le mouvement des petits commerçants qui, après le suicide d'un des leurs, *« ont trouvé hier soir le chemin de l'union »*. A noter que les *Huma* du 18 et du 19 mai ont été obligés de rectifier quelque peu le tir.

Quant à *Libération* sous le titre explosif « un petit commerçant se suicide à Paris », il insiste sur le « comportement autoritaire de l'Etat à l'égard des petits commerçants » et fait la part belle aux communiqués néo-poujadiste du CID-UNATI sur le « manque d'humanité des agents du fisc ».

Les agents du fisc, eux, en ont assez. Constamment, entre le marteau et l'enclume, ils sont conscients de la duplicité du pouvoir à leur égard. Refusant de jouer les boucs-émissaires d'une politique fiscale de classe que leurs syndicats ont condamné, ils ont envahi la place du Palais-Royal, vendredi dernier. Sept cent agents mobilisés en quelques heures, après l'agression du CID-UNATI, et décidés à se faire entendre par le ministre. Delorme, directeur du cabinet de Fourcade fut contraint de recevoir une délégation intersyndicale.

Mais les personnels ne s'en satisfont pas. Avant hier à 10 heures ils étaient 2000 rassemblées devant les locaux du 20e arrondissement sur les exigences suivantes :
- Fourcade doit prendre ses responsabilités et déclarer officiellement et publiquement que c'est le pouvoir qui intensifie le contrôle fiscal

Les agents demanderit le droit de réponse à la radio et à la télé. Ce droit, ils sont allés l'exiger devant les différentes chaines télé.

Tant que ces mesures ne sont pas satisfaites, ils interrompront toutes les relations avec le public (bureaux fermés etc...) tout en prévoyant une journée « portes-ouvertes », afin de mettre certaines choses au point.

Jean Marie Nuel
Travailleur des impôts

● Les obsèques du jeune commerçant qui s'est suicidé, Gilbert Voisin se sont déroulées hier matin en présence d'un millier de personnes. Tous les commerçants de la rue d'Avron avaient baissé leur rideau de fer. Un cortège silencieux s'est dirigé vers le « Cours des Halles » de G. Voisin avant de se disperser.

DEBAT AU SEIN DU PSU SUR LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

Après la décision de la direction du PSU, de proposer aux partis qui ont signé le Programme commun, des listes communes pour les prochaines municipales, un débat public s'est ouvert dans ce parti. Plusieurs dirigeants opposés à cette orientation ont décidé de tenir le prochain week end une réunion nationale à Bordeaux en vue de constituer une opposition à la veille du Conseil national de septembre. Le débat tourne autour de questions fondamentales qui intéressent notamment toute l'extrême-gauche révolutionnaire. Vu son importance, nous avons décidé de publier aujourd'hui un article de F. Turquan, paru dans Tribune Socialiste, qui représente le courant majoritaire. Demain, nous publierons un article de la minorité paru dans le même journal.

Le ghetto et le satellite

La situation actuelle de la France est contradictoire. D'un côté, une offensive cohérente et organisée du patronat qui cherche à tirer profit de la crise pour franchir une étape décisive dans la restructuration capitaliste, briser la combativité ouvrière et reprendre aux travailleurs leurs conquètes des années 1968-1973. De l'autre, un affaiblissement politique de la droite qui va en s'aggravant, et laisse entrevoir une possible défaite de l'actuelle majorité parlementaire, aux prochaines élections législatives.

Sur la participation des révolutionnaires à la double bataille contre la bourgeoisie, sur la nécessité de préparer cette bataille pour qu'elle ouvre une perspective de conquète du pouvoir par les travailleurs, il n'existe pas de divergences au sein de notre parti ; l'importance politique des élections municipales est également reconnue par tous. Les choses se compliquent quant aux moyens à mettre en œuvre pour que le PSU s'engage dans le combat avec le plus grande efficacité possible.

Pour certains militants du parti, le PSU doit choisir une fois pour toute la voie de l'unité à tout prix, et s'intégrer à l'Union de la gauche en adhérant — avec les réserves d'usage, et suivant des modalités plus ou moins subtiles — au Programme commun. Ainsi, il pourrait agir de l'intérieur, au sein du courant unitaire, pour y représenter et défendre les aspirations profondes des travailleurs.

Deux alternatives

La position de la minorité de la DPN (direction politique nationale) présente une autre alternative — quand on la considère attentivement en la dégageant des habiles précautions oratoires dont elle se pare.

Dans la perspective de la victoire de la gauche en 1978, *il s'agit pour le PSU de dégager, par rapport à la coalition d'Union de la gauche, une autre alternative politique : celle d'un front révolutionnaire constitué autour de l'alliance privilégiée avec la LCR.*

Faut-il adopter l'une ou l'autre de ces orientations et abandonner la politique d'unité d'action définie au Congrès d'Amiens ?

Des tentations suicidaires

Malgré leur opposition, ces deux positions ne peuvent qu'aboutir au même résultat : la paralysie du Parti, la perte de son autonomie politique.

Le ralliement au Programme commun serait une capitulation politique, la première étape de la transformation du parti en satellite de l'Union de la gauche ou de l'un des partis qui la composent.

Quant à ce que propose la minorité de la DPN, c'est la solution traditionnelle de la fuite en avant, du repli de l'organisation vers une coalition purement idéologique parce qu'elle considère son caractère minoritaire comme insurmontable. C'est aussi une manifestation de la crainte de la confrontation et de l'unité conflictuelle avec le réformisme. Mais le vide politique dans lequel se débattent les groupes d'extrême gauche, *le ghetto dans lequel ils se sont laissés enfermer*, sont-ils si séduisants qu'il faille s'y précipiter ? La tradition sectaire de ces organisations, les divergences que nous avons avec elles sur les relations avec le réformisme, la conception des rapports avec les masses et leurs organisations (syndicales notamment), la stretégie de conquète du pouvoir peuvent-elles être abolies par la simple constatation que les militants de ces groupes et nous-mêmes sommes des révolutionnaires convaincus ?

L'une et l'autre de ces tentations sont suicidaires et doivent être rejetées. En nous emprisonnant dans des alliances équivoques, elles ne peuvent que nous faire perdre notre indépendance politique.

La question que les militants du parti doivent trancher est la suivante : oui ou non, le PSU pourra-t-il prendre part aux prochaines batailles politiques en se situant dans le mouvement unitaire des masses et non à l'extérieur ? Sera-t-il capable, en s'appuyant sur le courant autogestionnaire et les travailleurs qui lui font confiance, en faisant les compromis nécessaires et en arrachant le maximum de concessions, participer pleinement au combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, dans l'unité, sans pour autant renoncer à sa propre stratégie, à ses orientations fondamentales, à tout ce qui fait sa raison d'être ?

François Turquan (BN)

social

Procès CFT-CGT à Rennes

« Comme il y a Citroën, il y a la CFT... »

Ce matin, à 9 heures, s'ouvrira au Palais de justice de Rennes le procès en diffamation que la Confédération Française du Travail (CFT) a intenté à l'Union départementale de la CGT, pour un article paru dans Le Semeur, organe de l'UD d'Ille-et-Vilaine. Cet article dénonçait les méthodes et le financement de cette organisation très spéciale qu'est la CFT.

La CGT fera citer une trentaine de témoins provenant de différentes usines Citroën et qui raconteront comment la CFT, à la botte du patron fait régner la terreur dans les ateliers. Ce procès sera aussi l'occasion de dénoncer les soutiens actifs que certains politiciens de la majorité apportent à la CFT.

Le journaliste Bernard Boudic rapporte que lors d'une conférence de presse tenue par la CFT à Brest, un des dirigeants de ce pseudo-syndicat répondit ainsi à une question sur la force de la CFT à Rennes : *« Comme il y a Citroën, il y a la CFT »*. Avec de pareils gaffeurs, la démonstration « d'indépendance » que la CFT veut réaliser risque d'être particulièrement ardue. Un procés à suivre.

Le vrai visage de la CFT : celui d'une bande de nervis. Sur la photo, Diaz et Magalhaes, employés aux usines Citroën et membres de la CFT. Ils faisaient partie du commando armé qui attaqua en juillet 72 un bal populaire à Issy-les-Moulineaux.

vie syndicale

Dans « Antoinette » ce mois-ci

« Le droit au travail et celui d'être mère ». Tel est le titre de l'éditorial d'Antoinette ce mois-ci, éditorial repris dans la VO de cette semaine. Dans cet éditorial, un rappel des positions de la CGT pour qui ce que veulent les travailleuses, *« Ce sont la sécurité de l'emploi pour tous, des conditions de travail humaines, un pouvoir d'achat convenable... Une politique familiale moderne qui réponde précisément à leurs préoccupations »*. Suivent un certain nombre de revendications, sur « le relèvement des prestations familiales et leur attribution au premier enfant, une allocation de frais de garde du jeune enfant pour toutes, des équipements sociaux et d'accueil de l'enfance de qualité, des crèches en particulier, un congé de maternité payé de 18 semaines au minimum, des *jours payés à l'un des parents* pour soigner un enfant malade..» Il est intéressant de voir *« Antoinette »* prendre position sur cette dernière revendication alors que c'est encore *« pour la mère »* que l'on voit dans nombre de textes de fédérations !

Une enquête sur *« Combien souhaitez-vous d'enfants ? »* effectuée essentiellement auprès de couples montre les difficultés que rencontrent aujourd'hui les femmes pour être *« mère et travailluse »*. Intéressante également l'interview d'Hélène *« contrôleur à la SNCF »* où il a fallu attendre 72 pour que soit supprimée la notion de sexe dans le dictionnaire de la SNCF. Hélène, une des quinze « contrôleuses » déclare avoir eu du mal à se faire accepter par la profession, mais par contre n'a aucun problème au syndicat, où elle s'occupe de la *« commission féminine »*, et s'occupe à l'essai de la trésorerie. Elle espère changer de filière néanmoins pour avoir des *« horaires normaux... sans quoi il n'y a pas de vie de famille possible...»*

Un débat intéressant s'ouvre. C'est la reprise de la discussion qui s'est développée au colloque d'*« Antoinette »*. Georges Labica, maître-assistant de philosophie à la faculté de Nanterre, y avait prononcé une phrase inhabituelle : *« Les femmes doivent conquérir le pouvoir. Elles doivent refuser qu'on leur octroie une place »*. Ici il continue à développer *...« la femme doit se libérer à la fois comme travailleuse et comme femme... Il ne faut pas d'une forme de pouvoir où la femme serait libérée en tant que travailleuse mais où en tant que femme, elle serait encore réduite à une place, si grande soit-elle...»*

A la question *« l'inégalité des femmes est aujourd'hui un fait reconnu et contre lequel il faut lutter. Mais doit-on dire avec les « féministes » que les femmes doivent se regrouper pour mener une « lutte de sexes » et que la lutte des classes, la lutte contre le capitalisme est secondaire ?»* G Labica répond *« En aucun cas la lutte des sexes, comme on le dit, ne peut se substituer à la lutte des classes. Le propre de la condition féminine est sa double domination... on ne peut plus dire que l'inégalité de la femme tient seulement aux rapports capitalistes de produciton. Il y a deux luttes à mener de pair »*. Ces déclarations inhabituelles dans *« Antoinette »* vont certainement susciter bien des débats...

S.T.

femmes

MENAGERES, AVANT TOUT

Venues d'un peu partout dans le Val de Marne, de St Maur, Champigny, Gentilly..., des femmes se sont rassemblées hier après-midi à l'appel du PCF.

16 heures, devant la Préfecture de Créteil : les élus communistes sont en tête, une femme s'adresse aux manifestant(e)s sur le thème de la lutte contre la vie chère, la TVA et des difficultés des femmes à nourrir leur famille. Ce que le Parti propose c'est de faire de ces femmes des ménagères « heureuses », grâce au programme commun. Ce rassemblement a d'ailleurs lieu pendant les heures de travail. La plupart des participant(e)s portent des badges *« Il y a trop d'injustices, devenez communistes »*, *« Vivre heureux avec le parti communiste »*, des pancartes sur le prix des pommes de terre, mais aussi sur la pollution, l'école, rien par contre sur l'avortement, la contraception...

16 H 15, l'oratrice annonce qu'une délégation va se rendre auprès du Préfet et que de nombreuses pétitions du parti communiste contre la vie chère ont été signées.

Ce rassemblement est représentatif de ce que le Parti voulait faire avec cette « semaine d'action » des femmes. Annoncé de façon confidentielle, *l'Humanité* du 17 mai ne mentionnait ni l'heure, ni les formes de ce rassemblement, il a regroupé des militantes et militants et quelques sympathisantes de longue date. Il n'a bénéficié d'aucune publicité large qui aurait permis à de nombreuses femmes (pas forcément d'accord avec le Parti) de venir faire aussi leurs propositions, afin que s'instaure un débat sur ce que veulent les femmes.

Cette perspective du parti ressort bien du compte-rendu que donne *l'Humanité* du 18 mai d'un rassemblement dans le midi de la France. Sous le titre *« Les adhésions du car »*, on peut lire : *« ... une heure a suffi pour que des femmes adhèrent à notre parti (...). La semaine nationale d'action des femmes... a déjà fourni sa moisson d'adhésions et d'actions... »* etc. Ce sont d'ailleurs les seules actions mentionnées !

Ces rassemblements sectaires, est-ce comme cela que le PCF pense mobiliser les femmes contre leur double exploitation et leur opression spécifique ? Pourquoi ne remet-il pas en cause le rôle auquel sont cantonnées les femmes dans la famille, au travail, afin de leur ouvrir la possibilité d'un autre avenir que celui de *ménagères* « heureuses » ?

LE SEXISME DIVISE (suite)

« Si c'est vrai, c'est inadmissible... »

Voilà ce qu'a répondu Gisèle Moreau à la fête de Paris lors d'une question qui lui était posée sur la manière dont le cortège femmes avait été insulté par le SO de la CGT. Elle continue même : *« Il y a sur ce plan une lutte à mener pour la dignité de la femme. C'est inadmissible et ce n'est pas une pratique courante au PCF, je peux vous le dire. Mais il y a une bataille à mener, comme on dit « sale nègre, bougnoule ou putain ». Pour le problème en question, je juge que c'est inadmissible mais je n'ai pas d'éléments plus précis... »*

D'autres réactions...

La commission femmes du syndicat parisien CFDT des organismes sociaux prend position et s'interroge : *« ... Pour finir, une question : devons-nous voir dans ces brutalités viriles, une volonté délibérée d'empêcher les groupes femmes d'apparaître au mépris des accords passés, ou l'initiative hardie d'éléments incontrôlés ? Dans ce cas nous attendons un désaveu public... »*

Lettre ouverte à la CGT des groupes femmes de Rouen

« Pour la deuxième année consécutive, un cortège de femmes s'est joint à la manifestation du 1er mai... En dépit de l'hostilité rencontrée en mai 75, dans les rangs mêmes des manifestants - ne nous avait-on pas demandé avec hargne et mépris si nos soutien-gorges nous servaient de banderolles ? - nous étions dans la rue le 1er mai 76, avec l'idée que peut-être, un an après, le progrès aurait pénétré les esprits...

C'était oublier que la bourgeoisie avait mis un terme à l'année de la Femme, et que, benoîtement, les organisations syndicales lui emboîtaient le pas. Nous qui étions là, nous nous sommes vues rejetées en fin de manifestation, quelques minutes après le départ des différents cortèges, sous l'œil bienveillant et avec l'aide, ô combien efficace, du service d'ordre de la CGT. Nous n'avons pas été repoussées manu militari ! Merci messieurs... A Rouen, on nous a juste écartées des cortèges « responsables » : était-ce une invite à rejoindre nos fourneaux ? Nos mots d'ordre ont été ignorés, même ceux qui concernaient des luttes qui se mènent de façon mixte.... »

La lutte des filles de l'Argus de la presse parlée continue. Elles sont revenues avec le comité de soutien, encore plus nombreux. En plus de l'UL-CFDT 1/2/3/4 de Paris, le comité de chômeurs, de plusieurs groupes femmes et d'étudiants d'Arts et Métiers, il y avait cette fois de nombreuses boîtes en lutte. Crédit Foncier, Caisse d'épargne, PTT-Archives et Turbigo, Préfecture de Paris et des travailleurs CGT de Berlitz et du Parisien Libéré. Distribution de tracts, panneaux»

Les passants s'arrêtent, discutent. On entend : **« Exploitées, surveillées, c'est la presse parlée ».** *Les flics présents s'interrogent. Ils descendent, viennent voir. Il sproposent d'arranger une entrevue avec le Comte d'Aramont, patron de la boîte, qui accepte.*

La grève continue et le soutein s'amplifie. Les trois filles de l'argusl'Argus sont déterminées. Elles se battent pour toutes les femmes surexploitées, tous les travailleurs (ses) sans défense des petites boîtes. Nous leur devons le soutien.

Soutien : CFDT 1/2/3/4 85, rue Charlot. 75003.

en lutte

Alençon : des agriculteurs libèrent des bovins d'un abattoir. Cette action s'est déroulée dans les abattoirs de la Société Socopa qui venait de receptionner le troupeau en exécution d'un contrat passé, il y a plusieurs mois, avec des éleveurs autrichiens. Les gendarmes furent obligés de courir après les bêtes qui avaient pu s'enfuir et qui batifolaient sur une route nationale toute proche. **(AFP)**

Complexe de Lacq : la grève continue. La lutte contre la restructuration ELF-SNPA et les 150 licenciements se poursuit. La direction générale est allée provoquer le piquet de grève au centre administratif à Pau et à l'usine de lacq. L'inter-syndicale négociait hier après-midi, après une assemblée générale très nombreuse. Les mises en chômage technique s'étendent, mais les UD CFDT et CGT ne proposent toujours aucune initiative d'ensemble.

Correspondant

la direction de la SNCF essaie d'introduire le principe de l'agent unique par train. Son terrain d'expérimentation : le train de type Z 6 400 mis en service à partir de demain sur le trajet Paris-Poissy. A l'appel des syndicats CGT, FGAAC, les conducteurs et contrôleurs de Paris-Nord observeront aujourd'hui un arrêt de travail de 24 H à l'occasion de l'inauguration à 11 H de cette ligne *pilote* par le secrétaire d'Etat aux transports, Cavaillet. Un rassemblement est prévu devant le train en question. **(Correspondant)**

Dabadie-Oloron : licenciements pour fait de grève. Décidément la lutte que les travailleurs de son entreprise ont mené, le mois dernier, n'a pas plu à M. Dabadie. Pourtant dans l'accord qu'il avait signé, ce distingué monsieur avait bien spécifié qu'il n'y aurait pas de répression pour fait de grève. Et bien, il n'a rien eu de plus pressé à faire que de licencier un ouvrier particulièrement actif pendant la grève : et cela pour un prétexte ridicule et faux (rendement largement insuffisant). Il faut savoir que Dabadie avait répété à plusieurs reprises en réunion avec l'inspecteur du Travail que de toute façon il licencierait ce travailleur. **(Correspondant)**

Le comité « Violem Viure al païs » de Bordeaux organise le samedi 22 mai à la salle de la Glacière à Mérignac un meeting de solidarité avec les viticulteurs du Midi, à partir de 18 H. Participent au meeting : J. Vialade, représentant le comité d'Action viticole de l'Aude, des membres du sécrétariat de coordination de VVAP, des représentants locaux de la LCR, du PSU, etc...

Il y aura à bouffer, du vin du midi, et un bal. Bon de soutien : 10 F

social

La SAVIEM à Batilly (Orne)

L'ARBRE QUI CACHE LA FORET

Ou comment préparer en douceur 5000 licenciements dans la sidérurgie lorraine

C'est choisi ! Après de multiples études et surtout de longues tractations, la SAVIEM a décidé d'implanter une usine à Batilly, dans la zone industrielle autour de Briey, située à proximité de la vallée sidérurgique de l'Orne.

Depuis cette décision fait la une de la presse locale. Le « Républicain Lorrain » titre sur les 3 000 emplois créés, sur les mérites respectifs de la SAVIEM et du groupe SOLLAC-SACILOR (le roi de la sidérurgie lorraine, ex-WENDEL-SIDELOR), tandis qu'à la télé régionale, Poncelet (député des Vosges, secrétaire d'Etat au budget) et JJSS gesticulent beaucoup autour de cette affaire. A en croire ce beau monde, la SAVIEM avec ses 3 000 emplois d'ici 1983 va être *« le garrot qui va stopper l'hémorragie de main-d'œuvre »* dans le bassin sidérurgique de Thionville et des vallées de la Fensch et de l'Orne.

De plus, cette campagne prend encore de l'ampleur depuis quelques jours. En effet, les « responsables à l'industrialisation » du groupe SOLLAC-SACILOR ont présenté à Hayange, un dossier des sites à réindustrialiser. Il s'agit d'anciennes zones minières (Piennes, Landres) ou sidérurgiques (Knutange, Algrange, Florange, Maizières-les-Metz) rendues inutiles par les plans de restructuration et de rentabilisation de la sidérurgie, dont celui de 1971, qui avait provoqué plus de 12 500 suppressions d'emplois en Lorraine. Ainsi, comme l'écrit toujours le *Républicain Lorrain*, SACILOR-SOLLAC « apporte sa contribution à l'industrialisation du Nord de la Lorraine », avec une prise de participation financière (25 %) à la nouvelle société SOTRACOMET de Maizières-les-Metz et avec les 319 hectares libérés. SOLLAC-SACILOR « dépensera aussi 50 millions en 4 ans pour améliorer et réutiliser les sites abandonnés ». Gandois, le PDG du groupe a fixé trois objectifs : « créer de nouvelles zones industrielles attrayantes ; contribuer à la diversification de l'économie trop centrée sur la sidérurgie ; débarrasser le paysage de vestiges inutiles et inesthétiques ».

Enfin, pour couronner le tout, on apprend (encore par *Le Républicain Lorrain)* que c'est grâce à SACILOR-SOLLAC aue la SAVIEM a choisi Batilly : mise à la disposition de la SAVIEM des logements « abandonnés » du groupe dans le secteur de Briey et engagements pris par SACILOR-SOLLAC de former une partie des travailleurs de la SAVIEM.

Le paternalisme de Wendel.

Ainsi sous des formes plus habiles et modernes, le paternalisme de l'ex maison de Wendel se perpétue dans la région avec «l'humanisme» du groupe Sacilor-Sollac, qui trouve lui-même du travail aux «infortunés travailleurs» qu'il a été «obligé» de licencier.

Mais derrière ce scénario mystificateur se cache bien sûr une autre réalité:

dans la zone de Briey, pour ces 3 000 emplois à venir, ce sont depuis 1962, 16 600 emplois supprimés dont 8 700 ces dernières années; et la cockerie,les hauts fourneaux de Joeuf et Homecourt qui ont perdu 2 000 travailleurs depuis 1 968, ont leur avenir menacé

Des opérations dérisoires

Globalement en Lorraine les effectifs de la sidérurgie ont baissé de près de 10 % au cours du VIe plan ! Depuis 1964 environ 20 000 emplois supprimés.

Devant cette réalité lorraine, plus de 40 000 chômeurs, 25 000 travailleurs frontaliers, les opérations de type publicitaire comme celle de la SAVIEM sont bien dérisoires.

Elles ne servent qu'à favoriser des opérations électoralistes du pouvoir (le sénateur maire de Briey appartenant à la majorité qui avait démissioné, reprend sa démission après avoir «raflé» la SAVIEM au maire communiste de Villerupt qui la réclamait depuis longtemps) à masquer la gravité du chômage et surtout à préparer les lendemains de la sidérurgie. Lendemains qui s'annoncent sous le signe de licenciements massifs. Le GSAP (Groupe sectoriel d'Analyses et de prévisions pour les mines et la sidérurgie) créé pour l'établissement du VIIe plan par la chambre syndicale de la sidérurgie et le ministère et le ministère de l'industrie, prévoit en effet, avec une *« conjoncture médiocre »* une *« diminution nécessaire des effectifs d'environ 5 à 6000 personnes »*. Or, aujourd'hui, malgré une progression dans les carnets de commande, la situation est effectivement médiocre : 1,5 millions de tonnes d'acier au 1er trimestre 1976 contre 1,8 millions de tonnes au 1er trimestre 1975.

Des prévision « optimistes »

Ces prévisions de 5 à 6000 licenciements paraissaient même « optimistes » d'après une commission de la CEE qui envisage elle, un volant de 14 à 17 000 supressions d'emploie à l'horizon 80.

Plus que jamais, donc, la lutte pour l'emploi continue d'être peur les travailleurs de la sidérurgie une priorité absolue. Pour cela, il est nécessaire d'avancer un mot d'ordre unificateur comme la réduction d'horaire :

— 33h 36 et la 5 éme équipe pour les Feux continus
— 35h pour les employés

Afin de partager le travail entre tous les travailleurs.

Correspondant Thionville

TRIBUNE des luttes

Fédé-Unie-Chimie CFDT

Communiqué de presse

— SNPA
— Péchiney-Aluminium,
— Saint-Gobain industries,
— MICHELIN

Les points forts d'une action qui va en se développant dans de nombreuses entreprises (...)

SNPA : les patrons veulent imposer la restructuration capitaliste et réglementer le droit de grève des travailleurs.

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs s'opposent à la restructuration et demandent l'ouverture de véritables négociations à l'échelon du groupe, là où sont prises les véritables décisions. La direction répond par une véritable PROVOCATION, en décidant de fermer l'usine de LACQ.

- (...) Il s'agit d'une opération patronale concertée qui vise plusieurs objectifs :

— Imposer la restructuration décidée par une minorité de technocrates et de managers capitalistes.

— Engager une épreuve de force pour limiter la combativité ouvière et restreindre le droit de grève.(...)

— Déplacer le motif du conflit qui est la restructuration et ses conséquences en obligeant les travailleurs à se battre contre la répression. La direction n'a-t-elle pas proféré des menaces de licenciement et de sanctions envers 150 travailleurs et militants syndicaux.

CGT et CFDT ont décidé d'une coordination de l'action dans tout le groupe Elf Aquitaine

(...) A l'appel de la FUC-CFDT, des fédérations Chimie et sous-sol CGT, des initiatives d'actions — en particulier des arrêts de travail — seront prises dans toutes les sociétés du groupe à partir du 1er juin.

Aluminium Péchiney : une grève de 24 heures, le 17 mai, largement suivie dans toutes les usines de la société.

(...) Les travailleurs ont largement participé (90 %) à la grève de 24 heures du 17 mai dans les usines de Noguères, St Jean De Maurienne, l'Argentière, Lannemezan, La Praz, Venthon.

Une initiative du même type pourrait être prise avant la fin de la semaine, d'autant que la direction Péchiney a essayé d'arrêter les cuves dans les usines de Sabart et Auzat.

Saint Gobain-industries : l'action continue dans les usines de Rantigny, d'Orange et de Chantereine, les travailleurs occupent leurs usines.

Malgré plusieurs demandes, la direction générale de SGI continue de refuser une réunion paritaire pour négocier les revendications des travailleurs.

Michelin : à Clermont-Ferrand, les ouvriers professionnels mènent l'action sous différentes formes, depuis plusieurs semaines.

Des grèves, des débrayages ont lieu dans les autres usines (Cholet, Montceau les Mines). François Michelin continue à opposer un refus catégorique aux revendications. Il a la même attitude en Espagne, où les travailleurs des usines Michelins de Lasarte et Aranda de Duero sont en grève depuis plus de trois mois.

Le FUC-CFDT, dans le comité Mondial Michelin de l'ICF, développe l'action et la solidarité pour soutenir la lutte des camarades basques et espagnols.

(...) Le FUC-CFDT soutient et soutiendra toutes les luttes en cours, elles appellent les travailleurs à les renforcer, puisqu'il s'agit du seul langage que comprend le patronat.

Charbonnages de France-Chimie

LES LUTTES SE MULTIPLIENT

• A l'usine de Mont (Mourenx), les représentants de l'intersyndicale sont convoqués devant le tribunal de grande instance de Pau pour jeudi. Les motifs invoqués font appel à la responsabilité du personnel dans l'arrêt des installations, alors que depuis le jeudi 13 mai, la direction avait pris la décision de suspendre le fonctionnement des installations. La direction accuse aussi l'intersyndicale d'avoir mis en danger la sécurité, alors qu'elle assurait depuis le matin la sécurité avec le personnel non-gréviste.

La CFDT et FO ont publié un communiqué reprenant les faits et rappelant que « ce conflit a pour origine la décision de la direction de mettre en chômage technique, par suite de l'arrêt de la production de SNPA » et que la lutte s'inscrit « dans un contexte d'opposition au démantèlement du complexe de Lacq. ».

• A l'usine de Lillebonne, les travailleurs observent un arrêt de 32 H à partir d'aujourd'hui en solidarité avec ceux de Mont.

• A Saint Avold (CDF Lorraine), la lutte continue pour le refus de la réglementation anti-grève.

CII

Un premier recul patronal

Sur le centre de Louveciennes de la CII, hier matin, une assemblée générale de près de 800 personnes a voté la suspension de la grève à une écrasante majorité. Il faut dire que la direction avait accepté la veille d'ouvrir des négociations globales sur le premier point, à savoir le maintien de l'emploi. On peut donc dire que la mobilisation du personnel a donné quelques résultats. Rappelons que lundi, les grévistes avaient durci l'action et que de nouveaux centres de calcul, à Roquencourt par exemple, étaient occupés. Alors que les grévistes s'apprêtaient à une occupation durant la nuit, la direction annonçait, à 16 H 30, l'ouverture de négociations.

en lutte

Pouteau (Laval) Cassation de paiement pour une des plus grosses entreprises du Bâtiment de la région. Le tribunal de commerce vient de lui accorder 3 mois de délai et de nommer deux administrateurs chargés de mettre au point un plan de redressement économique. C'est aussi l'emploi de plusieurs milliers d'employés de sociétés sous-traitantes qui est en jeu.

Rhône-Poulenc :
débrayages après la décision de lock-out de la direction. Journée « Ville morte » demain à Péage-de-Roussillon contre les licenciements. A l'appel de la CGT et de la CFDT, l'ensemble du personnel de Rhône-Poulenc-Industrie à Péage-de-Roussillon (Isère), a débrayé mardi de 13 à 14 h pour protester contre le lock-out de Rhone-Poulenc Textile décidé par la direction depuis lundi à 20 h. L'ensemble des travailleurs ont tenu un meeting pour décider de l'action à poursuivre. Plusieurs démonstrations ont été enregistrées dans les autres usines du Groupe, notamment un débrayage d'une heure à la Rhodiaceta de Lyon-Vaise, organisé conjointement par les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC.
L'ensemble des organisations syndicales et des associations de Péage ont convenu d'organiser le 21 mai une manifestation « Ville morte » pour protester contre les 515 licenciements.

Sanguinetti: la solde au SMIC est inevitable.

« ...Comme inévitablement nous serons tôt ou tard obligés de payer les appelés au SMIC... » Dit comme ça, au détour d'une phrase, mine de rien, c'est un aveu de taille que lache Alexandre Sanguinetti dans sa récente tribune du «Monde»: « Stratégie directe et indirecte ». Pour justifier son projet d'armée professionnelle bien sûr, mais tout de même. Ou bien Sangui sombre dans la démagogie, ou bien il reconnait implicitement le bien fondé d'une revendication que ne cessent de mettre en avant les soldats. Mais dans les deux cas, il s'agit d'un peu plus que d'un simple excès de langage.

GREVES DANS LES MINES DU PAS-DE-CALAIS

Les mineurs de Sanlaumines et de Méricourt ont fait grève lundi pour protester contre le lock-out du puits de Sallaumines le 13 mai. La direction avait en effet, bloqué l'accès au puits toute la journée alors que les mineurs n'avaient observé qu'une heure de débrayage.

DANS LA LAINE DE VERRE !

Les grévistes de Saint-Gobain-Isover, en grève depuis le 20 avril, ont occupé lundi après-midi la mairie d'Orange. La grève est massive dans cette usine qui produit quelque 20 % de la production mondiale de laine de verre. Les travailleurs demandent des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, le respect des libertés syndicales et la révision des classifications.

(d'après AFP)

école

Dans les facs

GAGNER LA BATAILLE DES EXAMENS

Quinze jours après la coordination de Lyon qui a fixé les axes de bataille face aux examens, il devient nécessaire de faire le point.

L'orientation gouvernementale sur le terrain des examens est aujourd'hui clairement définie : c'est l'intransigeance, la fermeté, le refus de toute négociation. Toutes les déclarations de Saunier-Seïté, des recteurs et des plumitifs du pouvoir sont de la même veine, il faut casser de l'étudiant, c'est la revenche de tous ceux que notre grève générale a fait trembler.

Le pouvoir montre d'ailleurs sa fermeté en avertissant les conseils d'UER ou d'université : négociez si vous voulez, nous nous réservons le droit d'invalider nos diplômes, d'en refuser l'habilitation nationale. Les grandes décisions concernant les diplômes sont prises par le secrétariat d'Etat, preuve supplémentaire, s'il en fallait, du rôle des conseils de gestion : simples exécutants de la politique gouvernementale.
Alors que faire ?

Les examens sont, du fait de la politique gouvernementale l'enjeu d'une bataille décisive. Cette bataille peut être gagnée si nous utilisons le rapport de force que constitue la grève étudiante.

C'est pour cela que nous refusons les logiques symétriques de l'UNEF et des maoïstes », car tous les deux négligent la question du rapport de force. Les premiers en appelant à négocier TD par TD, UER par UER ; les seconds en proposant la grève générale des examens, masquent les problèmes auxquels nous serions confrontés en cas de boycott généralisé : en quoi notre rapport de force sera-t-il plus fort en septembre et octobre face au pouvoir.

Imposer les examens en juin, grâce au rapport de force fixé par la grève, à nos seules conditions est la seule orientation qui puisse éviter la défaite face au pouvoir. Mais nous ne pouvons pas l'imposer seuls, et là nous touchons le point clé, l'attitude des enseignants et des personnels. La condition décisive pour imposer nos exigeances sur les programmes et les conditions de passages des examens est l'unité avec les enseignants et les personnels. Il faut que soient déterminés partout les propositions communes enseignants-étudiants-personnels au sujet des examens. Dans beaucoup de facs, les enseignants ont affirmé qu'ils refuseraient toute pénalisation pour fait de grève ; mais, pour véritablement mettre en échec la politique de fermeté du pouvoir, il faut que cette position devienne une position nationale des enseignants et pas seulement une clause de style mais une attitude qui se traduise dans les faits.

A propos des examens le pouvoir tente une nouvelle épreuve de force, seul le maintien de la mobilisation et de la grève, seule la définition de propositions communes étudiants-enseignants et personnels permet d'en sortir victorieux. Mais le pouvoir porte seul la responsabilité d'éventuels refus massifs des étudiants de passer des examens dans les conditions draconiennes qu'il prétend.

● Face à de telles attaques, il faut riposter massivement, imposer la tenue des examens sur le programme et les modalités décidées en AG :

— Tolbiac, premier examen des premières années de Droit lundi : sur les deux sujets, un portait sur une question non étudiée avant la grève : l'examen est transformé en AG pour imposer à l'administration le respect des conditions de Lyon, mardi des examens portant sur tout le programme ont été interrompus également.

— Censier en anglais, lundi, premier examen portant sur l'entièreté du programme, il ne peut pas se tenir, malheureusement pour l'administration, elle doit faire évacuer l'amphi : alerte à la bombe...

Déjà dans un certain nombre de facs, étudiants et enseignants en grève ont obtenu les garanties éxigées par la coordination de Lyon pour passer les examens :

- préparation collective, en Lettres, à Jussieu et Censier

- jurys d'examens publics, pas de sactions pour fait de grève, réduction des programmes et non allongement de l'année universitaire à Dauphine.

- examens uniquement sur le programme étudié à Villetaneuse, Tolbiac-histoire.

Mais certaines administrations cherchent à tirer profit de la fin de l'année pour se venger du mouvement étudiant et menacent.

faites chauffer l'ecole

● Encore un exemple d'inspection à Nancy : Sylvette Vidy qui a été détachée en 71 à la direction régionale de la jeunesse et des sports comme conseillère technique et pédagogique apprend en janvier 74 sa révocation qui prétend s'appuyer sur des rapports d'inspection... alors que le directeur régional, seul habilité á prendre cette décision est informé en même temps que S. Vidy... faisant appel devant le tribunal administratif, elle obtient l'annulation de la sanction. Mais le recteur ne se décourage pas : en janvier 76, il reprend la même décision dans les mêmes formes, et donne un poste d'institutrice à S. Vidy qui refuse d'abandonner ses fonctions à la Jeunesse et aux Sports. Le 27 avril, elle sera radiée... pour abandon de poste !

● Au lycée-CET de Pannevelles, à Provins (77), une grève de surveillants a paralysé la semaine dernière pendant deux jours le fonctionnement de l'établissement, si bien que l'administration a dû fermer l'internat pendant une nuit. Les surveillants répondaient à l'appel national à la grève contre la réforme Haby lancé par le SGEN-CGFDT, la CGT et le SNES.

● Les étudiants en psychomotricité (éducateurs de l'enfance inadaptée) de 1ère année sont en grève à Toulouse depuis une semaine avec ceux de Bordeaux et de Paris. Ils réclament la gratuité de l'enseignement (actuellement de 700 à 7 500 francs de frais), une allocation d'études et la création d'un diplome universitaire d'Etat. Ils dénoncent en même temps l'idéologie réactionnaire qu'on leur inculque sous couvert d'objectivité scientifique .

● Depuis des années, huit communes du canton de Lonjumeau demandaient un lycée. Chaque année 400 jeunes passent en seconde... malgré cela, la construction était retardée au delà de 78. Les parents d'élèves ont alors décidé une manifestation avec le concours de conseillers généraux, maires et sénateurs, et des sections de la FEN, du PS, du PC et du PSU. Le 15 mai, ce sont 500 parents qui ont participé à une réunion, puis à un défilé, se rendant sur les lieux où doit être construit le Lycée. Devant cette action exceptionnelle, le Préfet de région vient d'annoncer une dotation spéciale pour le lycée.

● La reprise des cours a été votée à la fac de Lettres de Limoges par 266 voix contre 261. A l'appel de l'UNEF. Ce vote intervient alors qu'aucune garantie orale ou écrite n'a été obtenue sur le déroulement des examens. Aussi risque-t-on d'assister à des séances de bachottage pénalisant les grévistes.

RETOUR SUR TROIS MOIS DE GREVE ETUDIANTE par A. Artous et F. Olivier

2) LA BATAILLE POUR L'UNITE

Il fallait donc se donner les moyens de vaincre dans cette épreuve de force engagée avec le pouvoir. La grève générale de l'université était l'instrument de cette bataille. Le soutien du mouvement ouvrier l'autre volet indispensable. Dès lors la bataille pour l'unité autour de ces objectifs découlait de source.

Apparemment, pas aux yeux de tous. Pour l'UNEF renouveau, la question se réduisait à l'unité entre son propre bureau national et celui du SNESup pour faire des communiqués sur le dos des grévistes. On n'est pas bureaucrates pour rien....Passons... Pour d'autres, Révolution, HR, les inorganisés professionnels, la chose était plus sophistiquée : comme il n'est plus trop possible de se contenter de dénoncer les « syndicats réformistes », ils se mirent à parler d'unité à la base, en l'opposant à l'unité au sommet. Drôle de dialectique que celle que consiste à opposer ce qui va de pair. Mener bataille pour que les syndicats enseignants participent à la grève générale ou que les syndicats ouvriers la soutiennent suppose s'adresser à tous les niveaux, aussi bien national que local.

La question est ailleurs : visiblement, pour certains, il est hors de question de chercher l'unité avec les organisations dirigées par les réformistes, même si ces derniers sont hyper-majoritaires dans le pays. Si là n'est pas la question, quel reproche nous faire ? Avons-nous au nom de l'unité bradé les objectifs fondamentaux de la lutte ? Au contraire, nous nous sommes battus pour l'unité sur la base de la grève générale pour l'abrogation de la réforme tant par rapport au SNESup qu'à l'UNEF-renouveau. Devons nous regretter que l'UNEF, sur la base du rapport de force imposé par la mobilisation, ait, à Amiens et Toulouse, voté des motions appelant à la grève générale ? Devons nous regretter que de très nombreuses sections SNESup et pas seulement les enseignants révolutionnaires, aient participé à cette grève à la suite des appels répétés des comités de grève à l'ensemble de leur syndicat ? Si, en même temps qu'elle vote, la direction de l'UNEF manœuvre contre la grève, c'est elle qui en paiera les conséquences. Par contre, dénoncer dès le début la trahison des réformistes, sans que la preuve concrète en soit faite devant des milliers d'étudiants ne peut qu'amener à rien sinon à minoriser les révolutionnaires et à laisser les directions réformistes magouiller nationalement pendant que les révolutionnaires, fac par fac, s'occupent de la seule « unité à la base ».

Simple manœuvre de « mise au pied du mur » des directions syndicales entend-on dire depuis l'ultra-gauche jusqu'au PSU... Critique commune qui recouvre des projets bien différents. Pour l'ultra-gauche ce qui compte, c'est l'unité avec les travailleurs « sur une base révolutionnaire ». En attendant que l'immense majorité des travailleurs ne vote plus pour le Programme commun et devienne révolutionnaire que reste-t-il à faire ?

Attendre et ne regrouper que les gauchistes convaincus ? Ou lutter pour l'unité de toutes les forces sur ces objectifs qui correspondent aux besoins de la lutte ? Pour le PSU, cette critique de la **mise au pied du mur** veut dire autre chose : en l'occurence, il trouvait trop ultimatiste ces appels pour que les syndicats participent ou soutiennent la grève générale, il fallait peut-être écarter « ce qui divise » même si c'était l'essentiel, pour essayer d'être plus « réaliste », bref, brader la bataille pour la grève générale et l'abrogation. Alors, à la coordination de Lyon, la direction étudiante du PSU refuse le passage d'une motion accusant les directions syndicales d'avoir bloqué l'élargissement de la lutte aux travailleurs... à la limite critiquer la direction de la CGT mais pas celle de la CFDT. Juste après le 1er mai...

Une lutte corporatiste ?

Mais peut-être, s'en tenir à la bataille pour l'abrogation de la réforme par la grève générale était-il un objectif trop limite, trop marqué par la « défense corporatiste des intérêts des étudiants ». Disons d'abord une chose : il est évident qu'au cours d'une grève aussi longue, les étudiants partis en lutte autour de la question de la réforme élargissent leurs critiques à l'ensemble de l'Ecole de classe. Il faut avoir l'obsession incantatoire de l'OCI-AJS pour ne pas comprendre ce phénomène et refuser d'y répondre. Discuter des axes de lutte contre l'école de classe, élaborer des plates-formes revendicatives devenait donc une tâche essentielle au cours de la grève pour, quels qu'en soient les résultats, asseoir cette lutte dans la perspective de mobilisation prolongée contre une formation au service du patronat. Cela a été fait uniquement à Censier. Avec un léger retard dont nous sommes — nous le disons clairement — en partie responsables. Nous croyons aussi que ce retard n'a pas été une des causes essentielles des blocages auxquels s'est heurté le mouvement.

Pour autant, cette élaboration de paltes-formes de lutte plus nette ne devait pas nous faire abandonner ce qui restait l'essentiel : l'abrogation de la réforme. Et par la dynamique de la grève générale, les liens établis par la masse des étudiants entre cette lutte et le refus de la sélection sociale, du chômage, par l'alliance recherchée avec les travailleurs, le rejet de la réforme dépassait largement l'horizon étroit des intérêts des étudiants pour remettre en cause directement le gouvernement et au delà, son système. On est loin d'une grève corporatiste !

DEMAIN : LA DEMOCRATIE DANS LE MOUVEMENT.

vie quotidienne

COURRIER

UN BARMAN FORT EN COLERE...

Dans le nº 54 de Rouge, un petit encadré intitulé « où les femmes gardent la maîtrise du terrain » m'a rappellé le style des actions exemplaires de la Gauche prolétarienne et a provoqué ma colère. Je ne suis ni marxiste révolutionnaire, ni scientifique.

Je vais donc essayer de faire un peu d'arithmétique telle que la pratiquent les gens qui exercent la même profession que moi.

Un garçon de café est rémunéré au pourcentage, 15% ou 12% dans les quartiers populaires, parfois, il n'a même que les pourboires. Son « rang », la plupart du temps, ne comporte que trente places. 10 cafés à 1,50F, cela lui fait 2,25F. En admettant que tout le monde en fasse autant, ça lui ferait 6,75F de revenu pour 2 heures de travail, sur lesquelles il doit payer en plus ses produits d'entretien, sa tenue, etc.

Alors, camarades, est-ce que vous trouvez ça normal, est-ce que les petits commerçants et leurs employés doivent pallier à la carence des pouvoirs publics en matière d'équipements collectifs ? Est-ce que pour vous, les travailleurs se réduisent à la mythologie de l'*Assiette au beurre*, gueules noires et mains pleines de cambouis ? Qu'est-ce que ça veut dire « le patron râblé, petite moustache, vous voyez le genre », il faut exclure d'urgence le camarade Michaloux des rangs des marxistes-révolutionnaires. Blague à part, si c'est cela que vous mettez en avant comme action exemplaire du mouvement des femmes, les crapules staliniennes n'ont pas fini de rigoler. En fait ces sortes de choses ne conduisent qu'à accroître le fossé entre les différentes communautés. Il faut en finir avec ce cliché qui fait des petits commerçants une couche particulièrement raciste, le racisme existe, pareillement dans la classe ouvrière, dans les organisations ouvrières...

Bon, salut, et si vous voulez sortir des 0,30% de Tours, il faudrait peut-être songer à unifier plutôt qu'à diviser.

« Urbanisme »

DESTRUCTION SAUVAGE...

L'« urbanisation sauvage » est en train de disparaître, assurent Galley et Giscard.
Pourtant, sauvage est la transformation des berges de la Garonne à Toulouse en voie express, sauvage la destruction de 166 arbres pour installer des péages d'autoroute dans le Val de Marne.

La parole au Comité de défense des berges de la Garonne

En juillet 74, P. Baudis, maire républicain indépendant de Toulouse annonce un projet de voie-express sur les berges de la Garonne : quatre voies, treize mètres de large gagnés sur la berges et sur l'eau, un axe nord/sud coupant la ville en deux, détruisant l'un des plus beau site de la ville et supprimant une promenade utilisée par les habitants.

En 1975, sous la pression des Parisiens Giscard stope un projet identique sur la rive-gauche de la Seine. Cela n'empêche pas son ami Baudis de construire rocades, pénétrantes, voies sur berges du canal :

Comme il se heurte à une forte opposition pour un tronçon de la rocade, il propose des voies sur berges qui coûteront 7,5 milliards, et permettront par la même occasion aux promoteurs de mieux rénover les quartiers du centre s'ils sont bordés par une autoroute.

Aussitôt un comité de défense se crée. Il intervient par les voies officielles, pétitions, affiches, articles de presse mais surtout mobilise les Toulousains par une information répétée : Une exposition sera présentée plus de quarante fois dans la rue, permettant que s'instaure un grand débat public. Cinq mille signatures, un appel public de sept cents personnalités, l'accord de divers partis, associations, syndicats. Un sondage indique que plus de 67 % des Toulousains sont favorables à une promenade piétonne sur les berges.

Au delà des engagements précis que les cadidats aux élections devront prendre, c'est une double leçon qui se dégage, leçon dont devrait tenir compte aussi bien le pouvoir en place qu'une éventuelle municipalité de gauche.

— Une lutte de masse démocratique, peut faire reculer un projet d'urbanisme néfaste et imposer le débat public.
— Les habitants sont capables de faire des propositions d'aménagement de leur cadre de vie et pour une politique de priorité aux transports en commun.

La fête des berges sera une affirmation puissante de cette volonté des Toulousains de prendre en mains eux-mêmes leurs propres affaires.

Julien Savary, président du comité de défense des berges de la Garonne.

Extraits du tract d'appel à la fête des berges :

— Pour l'abandon du projet municipal de voies routières sur les berges de la Garonne.
— Pour des berges réservées exclusivement aux piétons.
— Pour l'aménagement en « promenade piétonne ».
Le comité de défense des berges de la Garonne organise le Samedi 22 mai, la 2ème. fête des berges, au bord de la Daurade.
Entrée gratuite, bouffe, pétanque, bal occitan, à 21h, projection d'un film : « Détruire, dit-il », réalisé par le comité.
Comité : J. Savary, 6 rue de la Madeleine. 31 OOO Toulouse.

Marne la Vallée

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée où, sans doute on pourra vivre comme à Melun Sénart au rythme de la province, à quelques trente minutes de Paris — c'est ce que dit une publicité dans le métro, il faut y croire — cette dolente et charmeuse petite cité, il n'y a qu'à regarder les fondrières causées par les fondations, et les premières « réalisations », pour s'en convaincre recevra en prime dans son décor quotidien, 39 postes de péage sur l'autoroute de l'est qui la traverse (et peut donc conduire ses habitants heureux au centre en un temps record).

Les 39 postes prendront la place de 166 beaux arbres centenaires, mais sans doute est-il passéiste de s'apitoyer sur des arbres ?

L'onéreuse autoroute

En tous cas les élus communistes ne l'ont pas entendu de cette oreille. Ils ont empêché, « physiquement et pacifiquement », comme dit *l'Huma* l'abattage des troncs le 15 août dernier, ils ont obtenu le désaveu de la commission des sites du Val de Marne, et comptent demander au conseil général de tenir séance sur le site.

Politique du cadre de vie, façon PCF, par élus locaux interposés plus que par une véritable mobilisation de masse. Le site choisi n'est rien d'autre que l'ile de l'hospice de St Maurice, à proximité d'un hôpital psychiatrique, et dans une zone de loisirs pour les habitans. Ce site est protégé par un arrêté d'inscription au titre des sites que le préfet avait « oublié », quand il fit décider l'arrachage des arbres.

Un débat au Parlement

Famille, quand tu nous tiens...

Après le conseil des ministres et le Sénat, le projet de loi Veil sur la protection sociale de la famille est discuté au Parlement. On se rappelle ce projet de loi : prestation familiale pour femmes vivant seules avec leurs enfants, et ne travaillant pas ; congé de maternité pour les femmes adoptant un enfant, possibilité de mise en disponibilité de deux ans pour une femme fonctionnaire qui veut élever son enfant, dispense du service militaire pour les pères de moins de 22 ans (Cf. *Rouge* des 25 et 25 mars)

Une politique familiale indécise

On ne peut pas dire que la présentation de ces mesures ait été triomphale. Hélène Missoffe, U.D.R., rapporteuse du projet, parle d'« ensemble de réformes de caractère ponctuel et parcellaire... trop moléculaires pour répondre à l'inquiétude de la société devant l'évolution de la famille ». Dans les débats, ce type de critiques ont été unanimes. Des associations familiales, ou de femmes comme « femmes-avenir » (UDR) avaient déjà dénoncé le caractère « en miettes » de cette réforme, voire demandé un « ministère de la famille » (associations familiales catholiques de France). Certains poussent des cris d'alarme devant la baisse de la natalité, Marcel Dassault se jette dans la bagarre en menant campagne pour le salaire maternel.

Ce n'est pas la voie qu'ont choisie Françoise Giroud et Simone Veil au gouvernement. Cette dernière s'en explique de manière bien défensive : *« La famille est pour les Français plus vivante que jamais »*, certes, il y a un *« malaise »* mais il est dû à un refus d'adaptation. *« Nous gardons en tête un modèle familial que nous croyons le seul possible, et qui, en réalité s'est forgé au 19º siècle »* la difficulté est maintenant le *« rôle de la femme »*, mais la politique familiale doit s'appuyer *« sur l'image que les Français se font de leur avenir familial... »*

Tout bénéfice

C'est dire que la femme reste de moins en moins au foyer et qu'il faut bien s'y faire. Au lieu de combattre de front cette tendance, autant aménager la double journée de travail et même, aménager la double vie de travail : deux ans à la maison, pour les gosses, puis retour à la vie active. Simone Veil parle donc de donner les moyens aux femmes *« d'alterner travail professionnel et présence au foyer »*. Tout bénéfice : économie de crèches de qualité et d'équipement collectif, maintien des femmes dans une situation de main d'œuvre instable, sous-qualifiée possibilité de chômage masqué. On se rappelle que Françoise Giroud disait que payer les femmes au foyer au SMIC reviendrait à 46 millions pour l'Etat par an. Pour S. Veil, l'opposition au salaire maternel est une question de principes : *« il serait choquant de penser que les femmes doivent être payées pour éduquer leurs enfants »*.

Procréez, procréez !

Deux conceptions de la politique familiale s'affrontent donc au sein de la bourgeoisie. Mais il est un point qui fait l'unanimité : Procréez, mesdames, procréez ! Tout le monde s'accorde à le dire de Simone Veil qui parle d'*« impératif de redressement en matière de démographie »* à A. Gau (PS) qui déclare que la France ne doit pas devenir *« un pays vieux »* en raison d'une forte baisse de natalité. Dans le même sens, le communiste Rolland Renard affirme qu'*« il est important que le rôle social de la maternité soit réaffirmé, d'autant plus que notre pays connait une chute de la natalité »*.

Où l'on ne parle pas des femmes

Le mot « femme » cent fois revient dans les interventions, associé à famille, à enfants, à devoir. Voici par exemple le communiste Rolland Renard : les femmes *« sont conscientes du double rôle qui est le leur. Le droit au travail et à la maternité impliquent donc que des mesures particulières concilient harmonieusement la vie professionnelle et la vie familiale »*. Renard concilie assez odieusement, quant à lui, la flatterie (les femmes connaissent leur devoir) et l'acceptation totale de l'oppression (travail famille, que peuvent-elles espérer de plus ?)

Pour tous, il est bien évident qu'une femme ne vit pas pour elle mais pour « les siens ».

Nous reviendrons demain sur la suite des débats, concernant notamment le statut des nourrices et gardiennes.

Nelly Trainel

l'homme des casernes

Alain Moreau : 8 mois avec sursis.

Alain Moreau, insoumis, comparaissait mardi devant le TPFA de Paris. Déjà jugé en octobre dernier et condamné deux ans de prison, Alain avait vu son jugement cassé pour « ambiguité de forme ».

Face au président Marette, Alain a constamment été d'une intransigeante fermeté : « J'estime ne rien devoir à l'Etat. Cet Etat est basé sur l'exploitation». « Il est bien jeune...nous sommes dans un pays libre » expliquait Marette. Un peu plus tard on parlait de « l'immaturité juvénile » d'Alain.

Verdict: 8 mois avec sursis.

Projection publi ue de la cigogne en rogne.

Nous avions rendu compte dans *Rouge Quotidien* Nº 46 (samedi 8 mai) de l'existence du film « la cigogne en rogne » réalisé par les soldats du comité de la base aérienne 705de Tours. Ce film, tourné en super 8, dénonce essentiellement l'embrigadement et la dépersonnalisation que l'armée fait subir aux recures, en particulier pendant la période des classes.

Ce film sera projeté ce soir en séance publique ce soir à l9 heures au Cinéma Olympic (10 rue Boyer, 14º, Mº Pernety). Simultanément une projection aura lieu à Cannes dans le cadre du festival du film politique.

Des soldats qui témoignent sur la condition qui leur est faite dans les casernes: Bourges et Bigeard y verront-ils une nouvelle manifestation du complot subversif ?

Un collectif de diffusion s'est constitué pour assurer à une large échelle la projection du film. Il appelle « tous les travailleurs, jeunes, les intellectuels et les personnalités, les associations culturelles et les organisations syndicales et politiques » à soutenir et diffuser ce film.

Va-t'on vers une nouvelle Histoire d'A ? La balle est dans le camp du Ministère des Armées.

Aujourd'hui, à 18 h, Jussieu, coordination des groupes femmes lycéens.

actualités

LES RENCONTRES DU THEATRE NON-PROFESSIONNEL A SEVRES

Organisées par la MJC de Boulogne, les 6ème rencontres du théâtre non professionnel ont commencé le 16 mai. Jusqu'au 23, en une quinzaine de points de Sèvres, se produisent plus d'une trentaine de troupes représentant les quatre coins de France (1).

Jeudi dernier, un « débat FNAC » ouvrait les rencontres, avec des membres des troupes participantes, et des « gens » de théâtre. Le débat en fait ne s'amorça pas, piégé qu'il était dès le départ par son thème : *« Le théâtre non professionnel est-il le porte-parole d'un théâtre véritablement populaire ? »*.

Tant que pour trouver la lig e de démarcation entre un théâtre officiel éculé et les tentatives de répondre à de nouveaux besoins, on ne sortira pas des palabres stériles autour du théâtre « populaire », on ne fera que brouiller les pistes : la bourgeoisie produit à la fois du théâtre élitaire et populaire, et le théâtre non professionnel n'est pas à priori une garantie contre la culture élitaire, ou populaire dans le goût de RTL ou du secrétariat d'Etat à la culture. Son statut ne saurait suffire à le situer. Il serait donc temps de ne plus se cacher derrière des pelures de saucisson, et de poser le véritable problème : quel point de vue sur la vie et sur le théâtre défend tel ou tel théâtre ? A quels intérêts de classes se heurte-t-il ? De quels intérêts de classe tend-il à se rapprocher ? Certes ces questions ne portent pas automatiquement leur réponse, mais au moins elles constituent un point de référence qui détermine directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, la production théâtrale, comme en général d'ailleurs toute la production artistique.

Dimanche soir, le théâtre Job, de Bordeaux, présentait une série de sketches devant une salle composée essentiellement de la population locale.

Ses sketches étaient de nature diverse : une femme tient au bout d'une laisse une théière. Un passant s'en étonne, insiste pour connaître le motif de cette extravagance. Sans réponse, il finit par prendre congé. En levant son chapeau, il découvre une tasse posée innocemment sur sa tête.

D'autres sketches étaient plus significatifs. Un attroupement regarde en l'air avec ensemble ; un homme s'apprête à sauter du 12ème étage. *« Qu'est-ce qu'il fait ? »*, *« Il hésite »*, *« Le malheureux »*, *« Qu'est-ce qu'il attend ? »*, *« Il a la trouille »*, *« Il se dégonfle »*, *« Merde, alors quoi ! il saute ! »*, *« dégonflé ! »*, *« lâche ! »*, *« minable ! »*... L'homme finit par sauter. L attroupement le regarde à terre, consterné : *« Comment a-t-il pu en arriver là ? »*

D'autres sketches plus radicalisés étaient en même temps moins satisfaisants peut-être parce que plus exigeants par leur nature. Exemple, celui-ci, d'ailleurs montré avec beaucoup de maîtrise. Une jeune fille s'habille, avec une attention particulière, une attention qui consiste à ce que les habits modèlent le corps selon les canons de la mode, avec ce que cela comporte d'inconfort et d'étriquement. Puis elle se maquille interminablement, se fait un masque dans le même esprit, celui de la femme objet. Prête, un ami entre qui lui met sans ambage la main aux fesses. Elle sursaute : *« Non mais, tu me prends pour une femme objet ! »*. La salle rit, mais c'est un mauvais rire. La fille est ridiculisée, parce que, telle qu'elle est montrée, elle est accablée d'une contradiction que le sketch lui fait porter entièrement. C'est vraiment la vision élémentaire d'une contradiction qui ne se trouve dans cette fille que parce qu'elle se trouve d'abord hors d'elle, dans la société, au niveau d'une culture profondément ancrée, et d'une prise de conscience lente et qui ne suffit pas à chambouler cette imprégnation.

Enfin, disons que malgré ce genre de faiblesses, le théâtre Job fait un boulot très sérieux, et de qualité.

P. Razdac

(1) Les rencontres ont lieu à Sèvres, car la MJC de Boulogne — qui, par ailleurs, se débat dans des difficultés considérables : suppression des subventions, expulsion — s'est vue interdire le séjour des rencontres à Boulogne.

Une place pour les bandes dessinées dans *Rouge* ? Beaucoup de camarades la suggère. Entre *Charlie Mensuel* et *Pilote*, les albums d'*Astérix* ou *Lucky Luke*, les revues genre l'*Echo des Savanes* ou *Métal Hurlant*, tout le monde s'y intéresse, un peu. On feuillette distraitement les planches, ou on collectionne avec passion. Le temps est loin où les amateurs de petits mickeys devaient se cacher pour assouvir leur sombre vice. Aujourd'hui la production est énorme, inégale comme elle l'a toujours été, mais à plus large échelle. Il ne nous revient nullement de trier le bon grain de l'ivraie, mais on peut essayer de rendre compte un peu de ce qui se fait en ce domaine. Sans cacher nos humeurs discutables.

LA

L'aventure commence un 1er novembre, en 1913. Le 1er novembre, tout le monde le sait, c'est le jour des surprises. Secondairement c'est le jour de tous les saints. On est sur l'océan pacifique : méridien 155º, parallèle 6º sud. Le commandant du bateau s'appelle Raspoutine, ses marins sont tous originaires des îles Fidji....

Première surprise : la découverte et le repéchage de 2 jeunes naufragés, épuisés de fatigue sur leur chaloupe en perdition. La chaloupe s'appelle *« La jeune fille d'Amsterdam »*. Les naufragés, frère et soeur : Cain et Pandora.

Deuxième surprise — les choses doivent aller vite, le soleil est déjà haut — : un autre naufragé. Lui, il balotte sur quelques débris de bois qui flottent péniblement. Il est ligotté. Il s'appelle Corto Maltèse.

Raspoutine hésite. Il connait Corto. Ce n'est pas précisément son ami. Il dit : « Je pourrais aussi bien te laisser là ». « Le Moine, répond Corto Maltèse toujours entravé sur son étave, le Moine ne te le pardonnerait jamais ».

Avec l'allusion à ce personnage, la distribution est terminée. Les personnages sont en scène. Il manque une touche pour camper le décor. C'est Raspoutine, rageur, qui la donne : « Le Moine, toujours le Moine ! Si ce jeu n'était pas aussi grand, je vous enverrais tous au diable ! ». Mais c'est un très grand jeu auquel nous convie sinon le Moine mystérieux, du moins Hugo Pratt l'auteur de *La Ballade sur la Mer Salée*. Et Raspoutine hisse Corto Maltèse à bord....

La saga de corto Maltèse

La Ballade sur la Mer Salée, éditée depuis en album, est en fait la première aventure de Corto Maltèse, parue en 1967 en Italie dans *« Sgt Kirk »*. Les lecteurs français suivront par la suite ses aventures dans *« Pif »*, puis en albums. Etonnant personnage que ce Corto Maltèse. Coup de maître que celui de son créateur Hugo Pratt qui, en quelques séries parvient à camper un personnage aux dimensions de légende. Un personnage né d'une prostituée de Gibraltar diseuse de bonne aventure et d'un marin anglais originaire de Cornouailles, capitaine d'un bateau coulé depuis longtemps, porté sur toutes les mers du monde par les grands vents de l'aventure, mort « probablement » pendant la guerre d'Espagne... Le plus avidement maniaque des collectionneurs ne sera jamais tout à fait certain de posséder toutes les bandes dessinées relatant la saga de Corto.

Un aventurier plus qu'un héros. Il n'est pas tout à fait sur qu'il ait grand cœur. Il aurait plutôt les idées larges. moins par conviction que par indifférence irritée à l'égard des croyances et des dogmes. « Ma chère Bouche Dorée, explique Corto à une sorcière créole de ses amies, avant tout sache que je ne crois pas aux principes... oui, oui. Ce qui peut te sembler juste pour moi peut être une erreur. Et ainsi des morales, il y en a plusieurs oui... oui ».

Venise serait ma fin

Marin, il n'a pas de domicile. Il s'est même arrangé pour ne pas avoir de bateau vraiment à lui. Il est donc chez lui partout. Déracinement qui est un peu la loi du genre, mais aussi un peu plus que cela. « Es tu certain de vouloir partir ce soir, lui demande un ami vénitien au terme d'une aventure au goût amer. Oui Sorrentino, répond Corto, cette ville est très belle, et je finirai par me laisser prendre à son enchantement, je deviendrai paresseux ». Et de conclure en une magnifique vignette cadrée sur le Palais des Doges : « Venise serait ma fin ». Personne ne peut quitter facilement Venise. Même Corto Maltese. Déracinement, déchirement ?

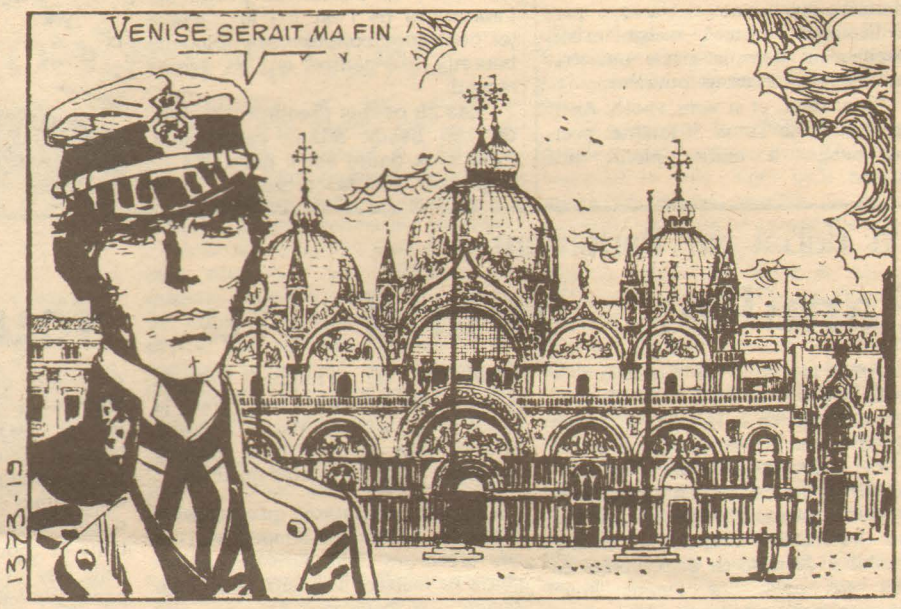
Sa générosité est un peu sélective. Il sait à l'occasion défendre la veuve et l'orphelin. Pourquoi pas, si ça l'arrange. Mais à vrai dire il n'en rencontre guère dans les bouges et bistrots des ports qui sont ses points de

chute habituels. Ces périgrinations et errances le poussent surtout à fréquenter les joueurs et les invrognes, des indiens que ne sont pas précisément des bons sauvages, des combattants irlandais. Des femmes telles que sa mère, la prostituée cartomancienne. D'autres aussi.

Rarement une bande dessinée aura donné autant d'importance aux femmes. Et les « filles de papier » d'Hugo Pratt ne sont pas des faire valoir. Pandora, personnage de premier plan de la « Ballade » est loin d'être une douce et charmante chose romantique. Elle initie une longue série de filles, personnages riches et hauts en couleurs, qui croiseront la route de Corto Maltese tout au long de ses voyages hasardeux.

Du mauvais côté ?

Que ce soit l'inquiétante Venexania Stevendon qu'on retrouve dans plusieurs séries, ou Melodie Gael qui meurt du côté de Zuydcoote, assassinée par un espion nabot déguisé en poupée sicilienne, ou encore de Lady Rowena, l'espionne allemande fusillée dans la grande plaine de Salisbury, tout près des grandes et mystérieuses ruines de Stonehenge, les adversaires féminines de



Corto Maltese sont des personnages complexes et souvent attachants. « Pourquoi donc, note Corto, les femmes qui m'intéressent se trouvent elle toujours du mauvais côté ? » Question qui n'est vraiment angoissante que parce que, dans ces histoires « l'autre côté n'est jamais trop bien défini, que la frontière est bien floue entre les bons et les méchants. Et puis les choses ne sont guére plus simples à bien y regarder, pour les femmes qui sont du côté sensé être le bon. Pandora rejoint Cap Cod au terme de l'aventure. Elle s'y mariera finalement, on l'apprendra dans un autre album, avec l'« habituel imbécile blasonné de dollars, membre de la très privée haute société puritaine du New-England » c'est son frère qui le dit. L'admirable Banshee O'Dannan (Concert en o'mineur pour harpe et nitroglycérine), la combattante irlandaise à qui, malgré toutes ses hésitations, Corto demande de le suivre, refuse. « Je m'appelle Banshee, tu te souviens. Je porte malchance... Je l'ai portée aux deux hommes que j'aimais. Je ne peux pas risquer avec toi ». Sensiblerie ? La conclusion en tout cas est ferme, tranchante comme un couperet : « l'Irlande a encore besoin de nous tous ». Et de Corto Maltese ?

La joie du récit

La *Ballade* pour Hugo Pratt, qui est au moins autant conteur que dessinateur, c'est le plaisir de développer une histoire. Comme la trame est solide, il peut se permettre maintes disgressions et ne s'en prive pas. Il s'attarde aux détails qui l'enchantent, aux personnages fascinants qu'il a lui même créé, qui ont comme une vie propre. Cette joie du récit coure sur près de 200 planches où alternent avec bonheur dessins fouillés et croquis hatifs. Le rythme est soutenu, les pauses et rêveries, outre leur charme propre, accentuent l'effet des temps forts. Le coup de pinceau est chaleureux, terriblement expressif (1). C'est un souffle à la R.L. Stevenson, à la Melville, qui passe dans ces

NOUVEAU

Le panorama de la BD

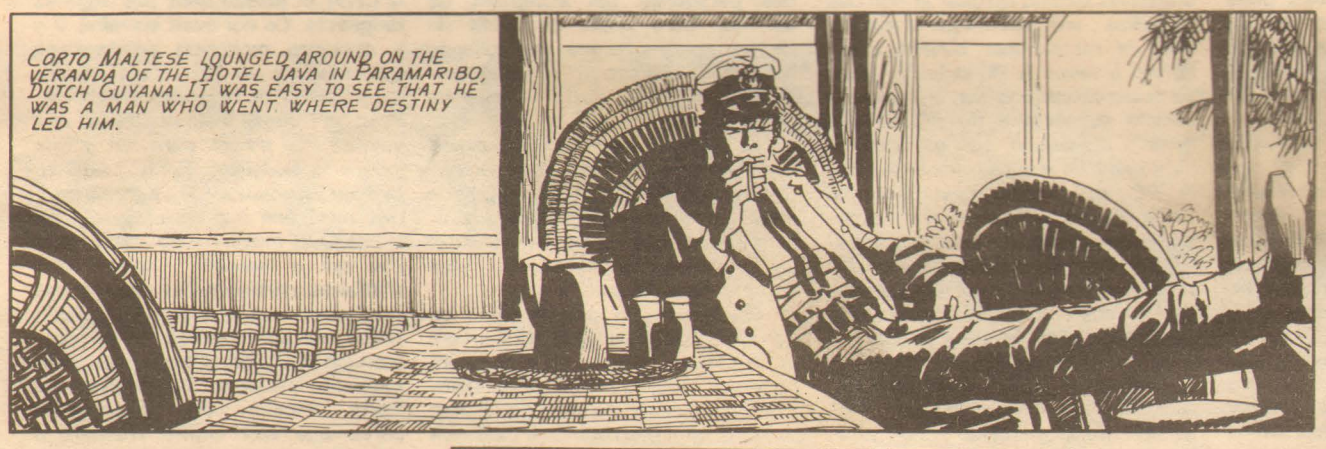
par Jacques Sadoul

Nouveau, pas cher, pratique : c'est le *Panorama de la Bande dessinée de Jacques Sadoul* (collection de poche, J'ai Lu, 5F). Ce n'est pas exactement un dictionnaire : 200 fiches plutôt, donnant sur les personnages et les séries de BD les renseignements essentiels. Le tout classé en grandes rubriques : comic strips, BD franco-belge, comic books, bandes pour adultes, underground comix. Sadoul a ses sympathies et ses aversions, il l'avoue. Elles doivent beaucoup aux grandes passions et petites querelles qui ont agité depuis des années les groupes d'amateurs fanatiques de BD. On scissionne aussi, dans ces milieux là. On peut donc discuter certains choix et certaines omissions de ce Panorama, en particulier dans la période récente. Mais l'essentiel est là. Et puis, bien sûr, les illustrations, nombreuses pourtant, sont reproduites dans une grisaille peu attrayante, c'est le moins qu'on puisse dire. Question financière sans douté. Mais enfin, pour ce prix là justement, ce petit Panorama est encore ce qu'il y a de mieux dans le genre.

culture

GRANDE BALLADE DE CORTO MALTESE

THE SECRET OF TRISTAN BANTAM



pages. Il ne faiblira pas dans les autres albums, que le lieu choisi soit Venise ou l'Irlande, l'Amérique ou l'Ethiopie, c'est toujours la même aventure.

Mais Corto Maltese est un peu plus que l'héritier de la tradition des récits de la mer. Quand la *Ballade* commence on est en 1913. La dernière case porte la date de janvier 1915. La guerre mondiale bat son plein. Elle n'épargne pas les rivages du Pacifique ou échoue Corto. Où qu'il soit, par la suite, il ne pourra éviter les éclaboussures. Les pirates ont de méchants uniformes, mêmes s'ils ne sont pas nécessairement de mauvais hommes. Corto ne choisit pas entre les camps. Eloigné du centre des conflits du continent, il a affaire aux hommes des lisières et des coups lointains, un peu incontrôlés, qui eux-mêmes hésitent souvent sur les causes qu'ils défendent. Il ne suffit plus de chérir la mer pour être un homme libre. On l'a dit, Corto Maltese meurt probablement pendant la guerre d'Espagne.

Jean-François Vilar

(1) Les bandes de Corto Maltese sont à l'origine dessinées de manière monochrome, l'innovation de certains albums récents de Corto Maltese où les planches sont colorées est de ce point de vue une hérésie. Sans être laides, elles font perdre au dessin beaucoup de sa force.

Petites choses qui peuvent se lire ces temps-ci

Aux éditions du fromage, une série d'albums (15 balles) de Masse, Petillon, Mandryka. C'est assez réussi. A noter que sur Mandryka, sa vie, son œuvre, un copieux numéro des « Cahiers de la bande dessinée » vient de sortir.

Docteur Moebius et Mister Gir, de Sadoul (Numa), aux éditions Graffitis. C'est une étude, un tantinet décevante à vrai dire, sur Jean Giraud (Blueberry, Harzack, etc.) le dessinateur français le plus créatif de ces dix dernières années (25 balles).

L'empereur Smith, c'est le dernier Lucky Luke. Un mythomane bonapartiste sévit dans l'ouest lointain. Quoi dire sinon que la série continue. (15 balles)

Et puis *l'Echo*, et puis *Charlie*, et puis *Metal Hurlant*... les habitués connaissent. Pour les autres, on prendra un de ces jours le temps d'y revenir.

télévision

TF 1

18.05 **Emissions pour les jeunes avec le manège enchanté et l'île aux enfants.**
19.05 **Le Château Espérance.**
Nous reparlerons de ce feuilleton commandé par Dijoud soi-même.
20.00 **Journal.**
20.30 **L'homme d'Amsterdam.**
21.20 **L'événement.**
22.25 **Allons au cinéma.**
Présentations de La Marquise d'O, l'Odyssée du Hindenbourg, Une histoire immortelle d'Orson Welles.
22.50 **Journal.**

A 2

14.35 **Aujourd'hui madame**
15.30 **Le fugitif**
18.30 **Journal.**
19.20 **Actualités régionales.**
20.00 **Journal.**
20.40 **Le cousin Pons.**
Adapté par Jean-Louis Bory et réalisé par Guy Jorré, le roman de Balzac qui conclue la Comédie Humaine. Bory a déjà montré à plusieurs reprises qu'il sait restituer l'essentiel des romans de Balzac dans ses adaptations.
22.25 **Vous avez dit bizarre.**
A propos de l'intérêt de plus en plus grand porté en France à la Science-fiction et au fantastique un débat illustré par des extraits de films.
23.35 **Journal.**

FR 3

19.05 **Programmes régionaux**
19.20 **Actualités régionales.**
19.40 **Tribune libre : la Fédération Sportive et Gymnique du Travail.**
Créée en 1934 par la CGT, cette association milite pour le développement des activités sportives dans les entreprises.
20.30 **La Bête humaine : film réalisé par Jean Renoir en 1938 d'après le livre d'Emile Zola.**
Renoir n'a pas conservé l'ambition qu'avait Zola de faire une analyse « scientifique » du comportement de ses personnages, il insiste plus sur la poésie tragique du scénario et des décors.

A Marseille

Autoportrait de l'ADDA

« Les autoportraits récents » de Roger Vulliez. Des photographies en pied, grandeur nature, mettent en jeu le réel et sa représentation. L'accrochage qui reconstitue une vision normale (les pieds touchent le sol) instaure des rapports étroits entre la photographie, l'espace de la galerie, et le spectateur. Rapports qui ne permettent ni à la photographie d'être seulement un moyen de reproduction ni à la galerie d'être un cadre neutre, ni au spectateur d'être seulement un témoin.

L'ADDA est une association de jeunes peintres marseillais qui ont entrepris de diffuser eux-mêmes des nouvelles tendances de l'art qui ont encore peu d'écoute en province. Ayant le statut d'association à but non lucratif, l'ADDA n'a donc pas pour charge d'exposer un travail fini, tout de suite commercialisable, mais, au contraire, la volonté de permettre aux peintres de relancer leur travail en présentant soit des bilans soit des travaux en cours.

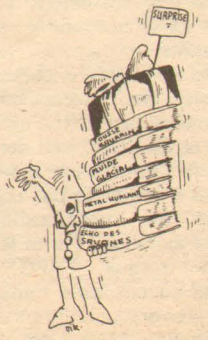
L'ADDA a ainsi montré les travaux muraux de Bernard Pagès, des peintures de Vincent Bioulès. Suivront en juin, Olivier Mosset puis Serge Faucher, Chacallis, Michel Bertrand, Saytour, etc.

La revue de Willem

● Ça y est. Dans la floraison des revues de BD (l'Echo des Savanes, Metal Hurlant, Fluide Glacial, Tousse Bourrin, etc.) Willem, le dessinateur de Charlie qui n'a jamais réussi à parler correctement le français des écoles, s'est taillé une petite place. Ça s'appelle *Surprise*. Le N°2 vient de sortir.

Surprise diffère nettement de ses précécesseurs français. Par son format surtout et par le style de bandes qu'il propose, c'est plutôt la tradition (éteinte) des « undergrounds comix » américains qu'il se rattache. C'est le descendant du *Zap* de Crumb plus que de l'*Echo des Savanes*. Question: est-ce qu'on peut faire en France en 76, ce qui se faisait aux USA à la fin des années soixante ? En moins bon. Les pétards de la provocation dessinée ont pris l'humidité. Crumb, Shelton, Clay Wilson et les autres sont traduits depuis longtemps. Willem fait du rétro. Pourquoi pas ? Mais pour intéresser quelque peu, il faudrait que les bandes proposées par Willem témoignent d'un minimum de capacité d'innovation. C'est, jusqu'à présent, raté. Sans être franchement mauvais, c'est du déjà vu ailleurs, en mieux.

Bref, il ne suffit pas d'être une petite revue sympa, terriblement libérée des dogmes (à l'exception de ceux d'un Undergroud devenu mythique) pour ne pas tomber dans le radotage. On attend mieux. Sans se presser.



Dans l'objectif

AMIENS
Viva P ORTUGAL VIVA A MUSICA **Luis Cilia** accompagné par Pedro Cabral à la Maison de la Culture à 20h 30.

BORDEAUX
Aux archives de la Gironde, il y a tous les jours sauf les samedis et dimanches une exposition sur le **1er mai de 1890 à nos jours**. 13, rue d'Aviau, Bordeaux.

CANNES
Journées internationales du film politique à Cannes au cinéma LE Le Lido.
Jeudi 20 mai
18h 30 : La Folle de Toujane de Vauthier.
21h : Numéro 2 de Godard.
23h : La Cigogne en rogne, film réalisé par des soldœats de Tours.

NANTES
Aujourd'hui, c'est **l'Olivier** qui est présenté par ses réalisateurs à la salle Vasse.

ORLEANS
Un spectacle de marionnettes tchèques pour les enfants des classes maternelles : **la lune dans le chapeau**. L'histoire du terrible brigand Chapeautin qui avait volé la lune... 15h.

PERPIGNAN
Organisé par No Mad, un concert **d'ex-Magma**.

ROUEN
A 20h 30 au CRDP à Mont St Aignan projection de **Kuhle Wampe** (panses glacées) un film de Bertold Brecht et Slatan Dudow sur le chômage et l'oppression, réalisé en 1932.

BANLIEUE
ORSAY
A la fac à 20h 30 et pour 10 F, un concert de **Djamel Allam et Larry and Dr Ufo.**

VINCENNES
Le groupe Signes présente à partir d'aujourd'hui et pour quatre jours **Les noces d'Hérodiade** de Mallarmé. Théâtre du Chaudron à 20h 30.

PARIS
MUSIQUE
Joan Pau Verdier est en ce moment à la Cour des Miracles, tous les soirs à 20h 30.
Au centre américain du bd Raspail, le **Groupe Dou** : cinq musiciens venant de différents styles de jazz font la musique d'hier et de demain, c'est eux qui le disent. 20h 30.
CINEMA
Les amis de la Canaille organisent une projection de **Main basse sur la ville de F Rosi à 20h 30 rue Lion St Paul. Débat sur les expulsions dans le Marais.**
PEINTURE
Au musée d'art moderne, exposition **Art contemporain IV** où sont présentées des œuvres du Mouvement de la Nouvelle Figuration : Adami, Monory, Klasen... La Nouvelle figuration recouvre une manière de peindre qui rend compte de l'environnement quotidien le plus immédiat.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... Nº....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.
— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

rouge

«SO CORSU E NE SO FIERU»

L'autonomisme en Corse
A LA CROISEE DES CHEMINS

Suite de la page 1

Organisation ou courant d'idées ?

La force et la faiblesse de l'ARC fut de savoir capter le sentiment d'injustice, conséquence de la politique du pouvoir. Régionaliste puis autonomiste, cette organisation se garda bien d'avancer une ligne politique qui aurait pu effrayer une partie non négligeable de sa base sociale, à savoir une petite-bourgeoisie qui voyait d'un mauvais oeil des « pinzutti » (continentaux) ou des pieds noirs s'approprier des richesses qu'elle estimait lui devoir être dues. Attitude prudente que l'on retrouve dans les systèmes d'organisation dont s'était doté l'autonomisme.

Un comité exécutif, composé de 26 membres, était renouvelé par tiers chaque année par une Assemblée générale de militants tenue en juillet. C'était ce comité qui décidait de la ligne à suivre dans l'hebdomadaire « Arritti ». On mesure facilement la rigidité d'une telle organisation dont les « membres » n'ont la parole qu'une fois l'an et ne peuvent en rien influer sur la ligne à suivre durant le reste de l'année. Paradoxalement, c'est cela qui a permis à toute une partie de la base jeune de ruer dans les brancards. En Corse, il n'existe guère de tradition de militantisme. Même, le Parti communiste en souffre. Afficher des idées, soit, mais accomplir le travail obscur du militant n'est guère attrayant. Aussi, peu à peu, au fil des années l'ARC s'est elle enfermée dans un cérémonial « traditionnel » de festivités politiques l'été, qui ne correspondaient plus à une réponse appropriée à la politique de la cinquième république. Que l'ARC ait drainé ou accompagné jusqu'à Aléria un courant d'idées non négligeable, rien de plus sûr. A ce propos, il faut souligner le traumatisme de la mission Liber Bou. Lorsque l'envoyé spécial du pouvoir arriva en Corse, il prit contact avec les dirigeants de l'ARC qui s'empressèrent de se rendre à son invitation. Max et Edmond Simeoni se défendent aujourd'hui, d'avoir céder au chant des sirènes gouvernementales. Et, pourtant, le fait est qu'en 1975, ils crurent à une solution « honorable » en participant aux groupes de travail mis en place en vue de la rédaction d'une charte. Les dîners-rencontres de Liber Bou et des dirigeants autonomistes déçurent profondément certains militants jeunes. Cette « opposition » de la base fut décisive dans la rupture qui s'opéra quelques mois plus tard. Mais, pour l'ARC, l'alerte avait été chaude.

Corti II et le piège d'Aléria

C'est dans ce climat de contestation que s'ouvrirent en été 75, le IXº Congrès de l'ARC et le rendez-vous annuel de Corti. Date importante puisqu'elle marqua à la fois l'apogée de l'ARC et le signal de sa fin brutale. Il y avait là des agriculteurs et leurs familles, des étudiants « du continent », des lycéens, en tout une dizaine de milliers de personnes, peu encleintes à entendre les sempiternels discours sans perspectives concrètes. Les orateurs se succédèrent à la tribune, lassant un public qui attendait autre chose. Et cet autre chose, ce fut Edmond Simeoni qui lui offrit. « Un moment inoubliable » nous confia un viticulteur de la plaine orientale. Jetant aux oubliettes cette prudence qui jusque là avait marqué l'ARC, le leader autonomiste se lança dans une très violente diatribe contre les gros colons, il dévoila le dossier de la vinasse, et citant Che Guevara appela à la lutte révolutionnaire de libération du peuple corse. Il préconisa une voie progressiste. On l'ovationna. L'ARC des flonflons, des chansonnettes, celle des professions de foi vibrantes mais sans répondant pratique venait de mourir sous les coups de boutoir d'une pression basiste au bon sens du terme. Et, l'on peut dire qu'à ce moment là, Aléria était devenu inévitable. Etait-il possible de tenir de telles paroles puis de rentrer chez soi. Tous les autonomistes ont insisté sur ce point : en Corse tout se paie. On ne sort pas le fusil si on ne veut pas s'en servir en cas de nécessité. On ne parle pas de révolution si l'on veut calmer un auditoire. Ou sinon, on passe pour un fanfaron et l'on perd tout crédit.

Qu'Aléria ait suscité de violentes polémiques au sein de l'ARC, rien de plus probable. La réaction de Poniatowski a surpris et il est vraisemblable que certains dirigeants y auraient regardé à deux fois avant d'engager l'existence du mouvement. Beaucoup eurent le sentiment d'être tombés dans un piège. Mais, ce « pattone » (mauvais coup de patte) du pouvoir avait été, dans une certaine mesure, prévu puisque, quelques semaines auparavant « Arritti » avait cessé de devenir l'organe officiel de l'ARC.

Perdre toute existence légale fut ressenti de différentes manières par le mouvement autonomiste. Certains y virent la preuve que jamais le pouvoir ne céderait. D'autres, et ce dut le cas de la direction de l'ex-ARC furent totalement désemparés. On ne se prétend pas légaliste pendant des années pour rien. Le résultat fut un vide de six mois car ce ne fut qu'en février qu'un nouveau mouvement naquit : l'Association des Patriotes Corses (trad.)

L'APC : la grande interrogation autonomiste :

L'APC bénéficiait alors, malgré un grand retard d'une situation exceptionnelle. L'emprisonnement des militants d'Aléria avait suscité un immense mouvement de protestation dans toute l'île. La répression avait, par-ailleurs empêché, psychologiquement beaucoup de jeunes militants de quitter les rangs d'un mouvement qu'ils avaient violemment taxé de « réformisme ». Mais d'emblée, la direction de l'APC (différente de celle de l'ex-ARC) avait posé des gardes-fous en annonçant lors de sa création, qu'elle était un « mouvement d'adulte ». En d'autres termes, même si cela n'apparut que confusément parmi certains adultes. *« Nous comprenons l'impatience des jeunes mais nous ne pouvons passer à côté du dialogue »* nous expliquait un membre de l'APC, d'un certain âge. Le traumatisme d'Aléria est également très net lorsque l'APC se garde d'impulser des actions contre la répression ne faisant que se rallier aux propositions du Comité Central de soutien, où, par ailleurs, les membres de l'APC sont très actifs. Est-ce à dire que le mouvement autonomiste s'est croisé les bras ? Certes non car de plus en plus, il est apparu mais au niveau local. Toutefois, cette crainte de « l'enclenchement révolutionnaire » pour reprendre un terme de Max Simeoni est omni présente dans l'attitude du plus fort courant d'idées de l'île.

Aléria et la répression du pouvoir ont eu un second résultat et non des moindres : une dynamique d'alliance avec le mouvement ouvrier traditionnel à savoir le PC et le PS. Nous ne reviendrons pas sur la ligne criminelle et sectaire du PC au lendemain d'Aléria ni sur les déboires qu'il subit en son sein (cf article sur le PC en Corse), l'évolution du Collectif des Organisations Démocratiques, et parallèlement la pénétration de l'autonomisme parmi les travailleurs non ruraux ont permis des actions communes dont les plus éclatantes furent la manifestation du 3 avril et la journée Isula Morta, le 17 mai. Il reste, évidemment, beaucoup d'autonomistes qui conservent de la méfiance vis-à-vis du PC qui fait figure de clan. « On ne veut pas être récupéré ». Mais le sentiment dominant est que si la Corse et la cause de son peuple veulent triompher, il faut le soutien d'une partie de la population continentale, c'est-à-dire les travailleurs. C'est un tournant non négligeable de la part d'une organisation fortement influencée par une base sociale petite-bourgeoise, qui par la force des choses a découvert les vertus

d'une solidarité imposée au mouvement ouvrier. « l'apolitisme » des années 66-70 est bien loin.

L'APC : quelle base sociale ?

De l'aveu de ses anciens adhérents : l'ARC comptait une centaine de militants. Ici, on appelle militant celui qui répondra à un appel de son organisation *« même si sa mère est mourante »*. L'APC en compte environ 700 (Ils sont répartis en neufs régions avec chacune à leur tête un responsable politique et un responsable administratif), c'est dire le saut quantitatif qu'a permis Aléria. A côté, on trouve trois milliers d'adhérents ce qui est un chiffre impressionnant pour une population de 120 000 corses. « Arritti », l'hebdomadaire autonomiste, où s'exprime Max Simeoni, est vendu à 4 000 ou 4 500 exemplaires dont 2 000 abonnements. Alors, qu'avant Aléria, le journal n'était quasiment pas vendu dans les rues des villes, des militants se sont transformés en marchand à la criée. Edmond Simeoni, nous confiait, lors de la visite que nous lui avions rendu à la santé, que ce qui manquait en Corse, c'était justement des personnes qui acceptent de sacrifier leurs loisirs au profit de tâches ingrates comme des collages ou des ronéotages. De toute évidence, l'APC a su motiver une partie de sa base.

La question de la composition sociale des adhérents ou sympathisants de l'APC revêt une grande importance car, pour cette organisation souvent empirique, hésitante, la voix du bas a souvent joué comme ligne directrice.

On trouve en premier lieu, un nombre appréciable d'agriculteurs de la plaine orientale qui ont rejoint la cause autonomisme pour combattre l'injustice du pouvoir. Il faut préciser qu'ici, le problème pied-noir a revêtu une ampleur que l'on ne retrouve pas dans le sud, à Porto Vecchio par exemple. Les Depeille, Infantes et Cie ont non seulement bénéficier de la complicité de l'administration mais de plus ont adopté un comportement *« colonialiste »* : mépris, étalement de leurs richesses. Aussi ne faut-il pas s'étonner que des militants de la FD-SEA et non des moindres soient également membres de l'APC ou ex-membres de l'ARC. L'un des coïnculpés de Edmond Simeoni, Pierrot Susini en est un exemple. L'influence autonomiste parmi les bergers est beaucoup moins sensible. D'abord, parce que le MODEF (proche du PC) y est traditionnellement fort, notamment grâce aux subsides, alloués par le chef de clan radical « de gauche » Giacobi. Ensuite, parce que chez les bergers l'individualisme est un obstacle à la prise de conscience « nationaliste ». Enfin, il faut noter la main-mise du trust Roquefort sur ces hommes, main-mise qui se traduit par un monopole de l'achat du lait. On peut penser qu'un récalcitrant « politique » ne trouverait plus de débouché pour son produit. Le milieu jeune est fortement influencé par les idées autonomistes. Une organisation structure les lycéens : l'Union des lycéens corses (ULC). Toutefois, des discussions ont eu lieu dernièrement entre militants de l'APC et de l'ULC, ces derniers critiquant le « réformisme » des premiers. Ce qui n'empêche pas une réelle influence de l'organisation « adulte » sur la jeunesse. Parmi les travailleurs non ruraux, l'APC a recueilli certains succès sans toutefois pouvoir prétendre concurrencer le PC en ce domaine. Mais il est un fait significatif : la présence de plus en plus nombreuse d'apecistes dans la CFDT et jusque dans ses organes dirigeants. Ce qui avait entraîné, il y a quelques mois, un article dans « Arritti » ou un journaliste voyait, dans la CFDT le futur syndicat corse. Position erronée mais qui traduit une volonté de travail dans un milieu jusque là dédaigné. Enfin, l'APC en tant qu'incarnation de l'autonomie a rencontré une audience réelle dans la petite et moyenne bourgeoisie de l'île qui a ressenti, l'implantation d'affaires continentales comme une spoliation. Le fait que le CID UNATI Corse soit autonomiste est symptomatique de l'état d'esprit des commerçants insulaires. Tel garagiste de Porto Vecchio est autonomiste parce que son chiffre d'affaire a singulièrement baissé depuis que des concurrents rapatriés se sont installés dans la ville. Sans mettre en cause l'attachement de la firme de vin « Mattei » à la cause du peuple Corse, on peut logiquement penser que ses sympathies autonomistes sont en partie issues d'intérêts économiques. Et, une telle influence dans ce secteur de la population corse a eu indéniablement des répercussions sur l'idéologie politique de la principale organisation autonomiste, et peut demain, lors du verdict avoir une incidence sur le comportement de la direction de l'APC.

Pas en avant ou deux pas en arrière ?

Quelle sera la réponse de l'APC en cas de verdict dur, à l'issue du procès des militants d'Aléria. Max Simeoni dans le numéro d'Arritti du 14 mai, semble prendre les devants en écrivant : *« démasqué, l'échec (de l'agresseur colonialiste) est assuré même si le prix à payer sera élevé pour les patriotes arrêtés »*. Phrase sybiline qui ne prend tout son relief que si on le lie à la prise de position qu'auparavant, le dirigeant autonomiste expose à propos des attentats du FLN *« Aussi le Corse, la Théorie de l'enclenchement révolutionnaire, schéma emprunté à des esprits continentalisés est en échec. Il ne peut pousser les corses dans la violence malgré eux »*. Cela semblerait vouloir dire que l'APC ne riposterait pas « vigoureusement » en cas de lourdes condamnations. Mais gardons-nous bien de prendre au pied de la lettre de tels écrits. Tous les militants de l'APC avec lesquels nous avons parlé nous ont dit : *« Sur le continent , on descend dans la rue avec des casques et des matraques. Ici, on prend le fusil »*. Pour ajouter aussitôt *« qu'ils ne touchent pas à un cheveu d'Edmond »*. Et si, l'héritière spirituelle de l'ARC décidait de ne pas réagir, qu'elle ne se fasse aucune illusion. Ils sont nombreux les mouvements qui se pressent à la porte pour recueillir les « déçus ». Les indépendantistes en premier lieu qui s'adressent à une jeunesse impatiente qu'irrite les contours de la politique de l'APC. Ou même ce jeune mouvement autonomiste né en mars dernier Fronte Corsu dont les apparitions ont été trop peu nombreuses pour permettre un jugement, mais dont le radicalisme verbal ne laisse pas insensible bon nombre de lycéens voire de travailleurs. L'APC fera-t-il un pas en avant ou deux pas en arrière ? La réponse arrivera dans trois semaines. Et, ce jour-là, chacun devra prendre ses responsabilités.

François Gaillard
Gabriel Pietri